

Eugène Varga

**La situation économique
mondiale au IV^e trimestre
1926**

(jusqu'au 20 janvier 1927)

Source : *La Correspondance Internationale*, n°48, 7^e Année, 29 avril 1927. *La situation économique mondiale au IV^e trimestre 1926* (Jusqu'au 20 janvier 1927), pp. 561-587 du recueil annuel de *La CI*.

La situation économique mondiale au IV^e trimestre 1926

(jusqu'au 20 janvier 1927)

S O M M A I R E

I. — *Le chemin du capitalisme français.*

Le développement de la population.

Le développement de l'économie agricole française. Mines et industrie.

La production industrielle.

Le développement de l'exportation des produits industriels.

[Les transports.]

Le problème du développement industriel français.

Comparaison de l'économie inflationniste française et allemande.

La crise de stabilisation française.

Le problème de la stabilisation française.

Le bilan de paiement de la France.

Résumé et perspectives.

II. — *La situation économique des autres pays.*

France.

Allemagne.

Italie.

Angleterre.

Etats-Unis.

Chine.

Indes Néerlandaises.

I. — LE CHEMIN DU CAPITALISME FRANÇAIS

Nous voulons essayer d'examiner plus en détail la situation économique de la France, étant donné que la période d'inflation est terminée. Or, la possibilité n'est pas écartée de voir le cours du franc français subir pendant un certain laps de temps encore des fluctuations ; de même une nouvelle chute du change n'est pas complètement exclue. Mais ce qui est le plus probable, c'est que la période d'inflation est effectivement terminée. La force d'achat intérieure et extérieure du franc, ainsi que la pression du capital anglo-américain poussent dans cette direction. Nous allons donc tenter de résumer les résultats du développement purement économique de la France dans la période d'après-guerre et de tracer une perspective pour le développement futur.

Nous voulons immédiatement souligner qu'il serait faux de se représenter simplement le développement de l'économie française pour le prochain avenir selon l'analogie avec la crise allemande de stabilisation. Plusieurs points que nous examinerons de plus près par la suite, témoignent que le passage de l'inflation à la stabilisation aura sous beaucoup de rapports un autre résultat en France qu'en Allemagne.

Par la suite, nous voulons, avant tout, examiner le développement des différents facteurs de production dans la période d'après-guerre et procéder à une comparaison avec la période d'avant-guerre. Nous rencontrons là des difficultés analogues à celles rencontrées en Allemagne : les dernières statistiques d'entreprises et de profession datent de l'année 1907 ; la dernière statistique agricole date de l'année 1895 de sorte qu'un véritable examen approfondi du développement des forces productrices est presque impossible. Il faut nous borner à des symptômes extérieurs et, en partie, à des matériaux trouvés par hasard. Il faut encore ajouter les difficultés qui découlent du fait que par le rattachement de l'Alsace-Lorraine à la France, la capacité de production des différentes industries : fer et acier, textiles, chaux, s'est accrue par bonds. Pour cette raison, il nous faut traiter à part l'Alsace-Lorraine, lorsque nous jugeons le développement industriel de la France, tandis que, pour l'agriculture, le change, etc., le rattachement est d'une moindre importance et que, parfois, il peut rester entièrement en dehors de toute considération.

LE DEVELOPPEMENT DE LA POPULATION

Le capitalisme français se distingue depuis près d'un siècle par sa population stagnante. Sous ce rapport, la dernière décade n'a apporté aucune modification. Les pertes, du fait de la guerre, en population adulte du sexe masculin et dans l'âge de pouvoir travailler furent à peine compensées par le rattachement de l'Alsace-Lorraine et par une participation plus forte d'ouvriers étrangers. Tandis que dans la période précédant immédiatement la guerre, le nombre d'étrangers était, en chiffres ronds, de 1 million 1/2, le dernier recensement de 1926 indique 2 millions 1/2 d'étrangers. Il est probable que le chiffre réel d'étrangers est plus élevé. Les enfants nés en France de parents étrangers sont, comme en Angleterre, nous le croyons du moins, comptés comme des citoyens français, ainsi que la population ouvrière immigrée des colonies. En tout cas, il est certain que le capitalisme français a réussi à combler le manque de main-d'œuvre par celle des pays étrangers. Ainsi, il fut également pratiquement démontré du même coup, la fausseté manifeste de la théorie d'Otto Bauer que celui-ci avait développée en son temps dans le *Kampf* — et à laquelle je m'étais opposé déjà alors — disant que l'état arriéré du capitalisme français d'avant-guerre était une conséquence du faible accroissement de la population.

Les publications parues jusqu'à maintenant n'indiquent pas le nombre d'ouvriers salariés parmi les 2 millions 1/2 d'étrangers. Mais ils doivent former de beaucoup la plus grosse partie. Ce qui signifie qu'il existe pour le capitalisme français la possibilité de surmonter éventuellement, d'adoucir le chômage qui sera déclenché pendant la crise de stabilisation, par le renvoi de la main-d'œuvre étrangère. Mais ce qui ne veut nullement dire que cela se passera effectivement ainsi, car la main-d'œuvre étrangère est meilleur marché que la française et, en outre, beaucoup plus « disciplinée », attendu qu'elle travaille avec des contrats collectifs spéciaux et que la soumission aux exigences des capitalistes forme la base de leur permis de séjour en France. On peut donc prévoir que les capitalistes français ne s'empresseront pas de renvoyer la main-d'œuvre étrangère, mais qu'ils chercheront à la garder dans le pays jusqu'à ce qu'ils aient réussi à abaisser les salaires et les conditions de travail du prolétariat français à un niveau adapté aux nouvelles conditions d'utilisation du capitalisme français.

LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE AGRICOLE FRANÇAISE

Le développement de l'agriculture française, comparé à la période d'avant-guerre, est caractérisé par deux faits :

1° Une diminution de la terre cultivée ;

2° Une augmentation du rendement par hectare. Les deux faits paraissent être en liaison, avant tout, en raison du manque de main-d'œuvre. Dans certaines contrées, particulièrement dans le Sud-Est de la France, la campagne se dépeuple assez rapidement. Dans trente départements, la population en 1925 était inférieure à celle d'avant-guerre quoiqu'une partie des manquants fût remplacée par l'établissement d'ouvriers agricoles et de petits paysans italiens. L'augmentation du rendement est en partie la conséquence de la diminution des terres cultivées, parce que, naturellement, les lopins de terre rapportant le moins, restèrent incultes ou furent transformés en prés et pâturages, mais en partie elle est aussi une conséquence de la culture plus intensive de la terre ; l'augmentation de la consommation en engrais artificiels le fait croire.

Surface cultivée en 1.000 hectares

Moyenne annuelle

	1909-13	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926
Froment	6 787 ¹	5 094	5 330	5 290	5 533	5 512	5 613	5 463
Seigle	1 253 ¹	869	574	888	897	889	869	859
Orge	804 ¹	664	669	693	681	714	699	736
Avoine	3 978 ¹	3 350	3 358	3 436	3 423	3 495	3 480	3 529
<i>Total</i>	<u>12 822</u>							<u>10 587</u>
Maïs	467 ²	336	328	320	342	342	346	----
P. de terre	1 646 ¹	1 440	1 453	1 464	1 451	1 463	1 465	1 446
Betteraves	246	105	102	131	165	203	195	208
Vignes	1 626	1 585	1 591	1 527	1 537	1 550	1 594	1 614

¹ Calculé sur le nouveau territoire. ² Ancien territoire.

Le tableau montre un recul d'à peu près 20 % de la surface enssemencée en froment comparée aux cinq dernières années d'avant-guerre. Le recul n'est pas la conséquence des dévastations de la guerre, car on n'enregistre pas pour les sept dernières années, à commencer par 1920, malgré la reconstruction des pays dévastés, une augmentation appréciable de la surface cultivée. Le tableau suivant montre l'augmentation du rendement par hectare au cours des cinq dernières années comparé

à la même période d'avant-guerre :

Rendement par hectare en 100 kilos

	1909/13	1921/25	1925	1926
	(moyenne annuelle)			
Froment	13,1	14,5	16,0	12,3
Seigle	10,6	11,7	12,8	10,0
Orge	14,3	13,8	14,7	15,9
Avoine	13,4	12,7	13,6	16,5
Maïs	12,1	11,4	14,7	-
Pommes de terre	87,1	84,0	103,8	-
Betteraves	239,1	234,7	245,7	-
Vins (en hectolitres)	30,9	41,2	39,4	-

Le résultat total de ces facteurs opposés de développement : diminution de la surface cultivée, augmentation du rendement par hectare, est une diminution assez élevée du rendement total de l'agriculture, comparé à la période d'avant-guerre, ainsi que le tableau suivant le constate :

Rendement des récoltes (en millions de quintaux)

	moyenne 1909/13 ¹	1922	1923	1924	1925	1926	moyenne 1922/1926
Froment	88,6	66,2	75,0	76,5	90,0	67,7	75,0
Seigle	13,3	9,8	9,3	10,2	11,1	8,5	9,8
Orge	11,1	8,9	9,8	10,5	10,3	11,8	10,5
Avoine	53,5	41,8	48,9	44,3	47,5	57,8	48,0
Maïs	5,7	3,2	3,2	4,6	5,1	--	4,0

¹ Calculé pour le nouveau territoire

Le cheptel de bétail continue également à rester en recul assez sérieux sur celui de la période d'avant-guerre, comme cela est démontré par le tableau suivant :

Cheptel en bétail (en milliers)

	1913	1925
Chevaux	3291	2880
Bêtes à cornes	14807	14572
Moutons	16213	10537
Porcs	7048	5793
Chèvres	1453	1378

Si nous constatons, malgré la diminution du cheptel de bétail, une augmentation du rendement par hectare, cela peut être mis à l'actif de l'utilisation plus fréquente des engrais artificiels¹.

En résumé, on peut constater que l'agriculture française se trouve aujourd'hui à un niveau nettement inférieur, comparée aux cinq dernières années d'avant-guerre, sans que l'on puisse constater au cours des sept dernières années une tendance à l'augmentation de la production. Nous

¹ Tous les chiffres, sauf indications contraires, ont été puisés dans les différents *Annuaire statistiques de la France*. Mais en général il faut rappeler que la statistique française n'est pas très sûre et que les indications des différentes sources sur le même sujet présentent de grandes différences.

voudrions encore rappeler qu'en France il existe, au cours des trois à quatre dernières années, des « ciseaux » assez grands au préjudice de l'agriculture, ce qui a naturellement exercé une influence dans le sens de l'entravement de son développement.

Index du commerce de gros

	Alimentation	Matières industrielles
1919	389	430
1920	532	625
1921	411	389
1922	376	379
1923	458	506
1924	523	598
1925	566	691
1926 (décembre)	597	679

MINES ET INDUSTRIE

En opposition à l'agriculture, le développement des mines et de l'industrie française montre depuis la guerre un très grand essor. La France, pays avec une industrie petite et moyenne prépondérante, s'est transformée en un pays avec une grosse industrie moderne. Des statistiques comprenant la totalité de ce développement ne sont pas encore parues. Mais des monographies isolées² ne laissent subsister aucun doute sur l'existence de ce fait.

Le développement par bonds, avant tout de l'industrie lourde et de l'industrie métallurgique française est lié le plus étroitement à la guerre et à la reconstruction. Il a eu lieu en trois étapes qui se distinguent assez nettement :

1° Pour remplacer l'industrie des territoires du Nord-Est, occupés au début de la guerre par les Allemands, on a créé à l'intérieur de la France une nouvelle grande industrie métallurgique pour l'approvisionnement en matériel de guerre ;

2° Le traité de paix de Versailles a rattaché à la France la Lorraine fortement industrialisée;

3° Avec les indemnités d'Etat, les entreprises industrielles des pays dévastés furent reconstruites et équipées de la façon la plus moderne.

L'industrie nouvellement créée sur les anciens territoires français signifie un accroissement intérieur en forces de production. Mais cela ne veut pas dire que cette nouvelle création de forces productives signifie une accumulation intérieure de valeur égale. La reconstitution des pays dévastés a eu lieu en grande partie aux frais des paysans et des petits bourgeois français, dont la fortune fut expropriée par la voie de l'inflation et dirigée vers le grand capital. L'augmentation des forces de production de la France, du fait du rattachement de l'Alsace-Lorraine, ne signifie naturellement qu'un accroissement *extérieur*. Mais, malgré tout, il est certain que les mines et l'industrie françaises occupent aujourd'hui un niveau beaucoup plus élevé de développement capitaliste qu'avant la guerre. Les chiffres sur les forces motrices utilisées donnent une certaine idée du développement de l'industrie française :

² La modification dans le développement industriel de la France est la mieux résumée et présentée dans le rapport du consul anglais J. R. Cahill [Cahill ?]: *Reports of the Economic Industrial Conditions in France, 1925.*

Machines à vapeur en marche par branches d'industrie

(en 1000 kilowatts)

	1913	1920	1921	1922	1923
Electricité	576	823	970	1223	1678
Industrie métallurgique	438	551	667	668	727
Mines	423	508	530	540	685
Textile et confection	398	398	411	416	431
Produits chimiques	106	103	106	120	122
Divers	662	661	665	631	673
Total	2603	3044	3349	3598	4316 ³

Les chiffres de l'« Annuaire » ne se rapportent qu'à la période allant jusqu'en 1923. Ils démontrent que la force à vapeur utilisée dans l'industrie électrique a été doublée en quatre ans. L'augmentation dans les autres branches d'industrie est un peu moindre, mais néanmoins importante.

Outre l'accroissement de l'énergie par l'utilisation des machines, à vapeur, l'exploitation des forces hydrauliques, pour la production de l'énergie joue un rôle particulier, démontré par les chiffres suivants :

Développement des forces hydrauliques en France⁴

(en 1.000 kilowatts)

1910	650
1914	800
1922	1200
1924	1500

Les mines françaises se sont fortement accrues depuis la fin de la guerre en raison de l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Mais la capacité de production des puits de charbons du Nord de la France fut également augmentée par le nouvel équipement lors de la reconstruction. Les chiffres les plus importants sont les suivants :

Développement de l'exploitation minière

	Production (en millions de tonnes)						Nombre d'ouvriers (en 1000)		
	1913	1922	1923	1924	1925	1926	1913	1922	1923
Houille	40,1	31,1	37,7	44,0	47,1	---	196	225	259
Minerai de fer	21,9	21,0	23,3	30,0	35,8	---	25	23	24
Potasse ⁵	0,3	0,9	1,0	1,1	1,2	---	---	5,3	5,6
Total des mineurs							239	278	317

L'extraction du minerai de fer montre le plus grand accroissement. Mais ceci est une conséquence du rattachement de l'Alsace-Lorraine où on a extrait, en 1913, 21,1 millions de tonnes de minerai de fer contre 21,9 millions de tonnes en France⁶. Ces chiffres prouvent en même temps

³ Dont 385 se trouvent dans les trois départements de Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin (Alsace-Lorraine).

⁴ Indicateur de la production française.

⁵ Ces chiffres ont été puisés dans l'Annuaire. C'est curieux que l'Annuaire statistique allemand indique des chiffres d'extraction beaucoup plus élevés pour l'Alsace (page 56) :

(Millions de tonnes)

1922	1923	1924	1925
1,3	1,6	1,7	1,9

⁶ Chiffres puisés dans l'Annuaire statistique pour l'Empire allemand 1926, page 44.

que la production française en minerai de fer continue encore à être inférieure à celle de la période d'avant-guerre. L'obstacle était donné par l'utilisation très difficile de la minette lorraine. Avant la guerre, celle-ci était fondue en partie sur place à l'aide du coke de Rhénanie-Westphalie. L'Allemagne a, en outre, importé, en 1923, 3,8 millions de tonnes de minerai de fer français, tandis, qu'en 1925, l'importation de France et d'Alsace-Lorraine ensemble ne s'élevait pas à plus de 1,2 million de tonnes. L'industrie de forge allemande s'est rendue indépendante du minerai lorrain.

L'extraction de potasse d'Alsace a enregistré un développement bien meilleur en possession française. La production a quadruplé selon les indications françaises, sextuplé selon les renseignements allemands. Les Français ont effectivement brisé le monopole allemand de la potasse et obligé le cartel allemand de la potasse à signer un accord très favorable pour les Français.

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Nous ne possédons aucun renseignement, à l'exception de quelques branches d'industrie, sur la quantité de la production industrielle. Nous serons donc obligés, pour avoir une idée de comparaison quant au développement industriel, de suivre un détour et — comme nous l'avons fait pour l'Allemagne — de déduire de la quantité consommée en matières premières industrielles la production industrielle. La production du fer et de l'acier se présente de la façon suivante :

La production de fer et d'acier

	Production		Nombre d'ouvriers (en 1000)
	(millions de tonnes)		
	fer	acier	
1913 (ancien territoire)	5,2	4,7	---
1913 (avec Lorraine)	9,0	7,0	118,0
1919	2,4	2,2	101,4
1920	3,3	2,7	100,1
1921	3,4	3,1	93,2
1922	5,2	4,5	83,7
1923	5,3	5,0	99,3
1924	7,7	6,9	117,8
1925	8,4	7,3	111,6
1926	9,4 ¹	8,3 ¹	---

¹ Estimation.

Lorsqu'on juge ces chiffres, il faut tenir compte que l'industrie lourde de Lorraine compte à elle seule 63 hauts fourneaux et avait, en 1913, la production suivante :

En millions de tonnes	
Fer	3,87
Acier	2,26

La capacité de production de la Lorraine s'est élevée, en 1913, à environ 75 % de la capacité de la production française d'alors⁷. Mais il est démontré que la production française de fer et d'acier a déjà dépassé celle de la période d'avant-guerre. Au cours des premières années après la signature

⁷ *Revue d'Economie Politique*, numéro spécial sur l'Alsace-Lorraine, novembre-décembre 1924, page 2009.

de la paix, la capacité de production des entreprises lorraines ne fut exploitée que de façon minimale⁸. Cela provient avant tout du manque de coke. L'industrie de fer lorraine a acheté son coke pour fonte en Rhénanie-Westphalie. Dans la période d'après-guerre, l'approvisionnement en coke était tout à fait insuffisant, ce qui fut une des causes principales de l'occupation de la Ruhr. En 1913, la Lorraine a acheté 3,84 millions de tonnes de coke westphalien par an, au cours des années 1919-1924, moins de la moitié de cette quantité⁹.

Un expert français, A. Laufenberger¹⁰, a constaté froidement que

« cette situation n'a pas satisfait les intéressés, voilà pourquoi le gouvernement français s'est décidé à occuper le bassin de la Ruhr, pour avoir une liaison directe entre les grandes forges et le plus important centre d'Europe produisant du coke ».

Avec l'arrêt de la pénurie en charbons et en coke, cet obstacle est disparu et la production lorraine a atteint, en 1925 — fer et acier ensemble — celle de la période d'avant-guerre, tandis que la production totale de la France sur le nouveau territoire a dépassé celle de la période d'avant-guerre.

*

En ce qui concerne la production de l'industrie de transformation, nous avons seulement quelques indications indirectes et incohérentes. Dans le tableau suivant, nous montrons l'importation nette d'importantes matières premières comme points de comparaison pour le développement de la production industrielle.

Importation nette d'importantes matières premières

(en 1.000 quintaux)

	1913	1921	1922	1923	1924	1925
Laine	2048	1139	2547	2132	1804	2110
Soie	109	77	114	89	137	127
Caoutchouc	67	175	281	316	352	380
Coton	2687	1887	2396	2352	2812	3264
Textiles	1036	279	125	223	510	552
Lin	312 ¹	105	261	292	297	245
Jute	1218 ¹	453	842	753	970	886
Huile minérale	5104	7092	8852	9887	12072	14238
Cuivre	844	230	591	943	1318	977
Plomb	778 ¹	226	680	837	857	687
Etain	87 ¹	65	81	90	101	100
Zinc	400 ¹	138	423	411	539	267

¹ importation brute

⁸ La production d'Alsace-Lorraine s'est élevée selon les indications de l'*Annuaire statistique* :

(En millions de tonnes)

	1913	1920	1921	1922	1923	1924	1925
Fer	3,7	1,4	1,4	2,2	1,9	3,0	3,3
Acier	2,3	0,8	1,2	1,7	1,6	2,4	2,6

⁹ *Revue d'Economie Politique*, numéro spécial, page 999.

¹⁰ *Idem*, page 1.000.

Le tableau contient quelques lacunes, car, pour quelques marchandises, nous n'avons pas pu constater, pour l'année 1913, l'importation nette (importation moins exportation). Pour quelques autres marchandises, certains changements doivent avoir eu lieu à la suite de la production intérieure. Le tableau montre une forte augmentation pour l'importation du caoutchouc, de l'huile minérale et du cuivre, mais, par contre, l'importation des textiles montre seulement une augmentation tout à fait minime, une augmentation qui s'explique suffisamment par l'incorporation de l'industrie des textiles d'Alsace. Nous voulons rappeler à cette occasion que l'industrie des textiles d'Alsace était très importante. Son équipement de la période d'avant-guerre était le suivant :

Broches de coton	1.865.000
Métiers de coton.....	38.000
Broches de laine	700.000
Métiers de laine	7.500

Comparé à l'industrie française, cela fait 27 % des broches de coton, 33 % des métiers et, en chiffres ronds, 25 % des broches et des métiers de laine. Lorsqu'on prend en considération ce fort accroissement, il semble que l'augmentation de l'importation en coton et en laine reste en arrière de l'augmentation de la capacité de production et qu'une partie non insignifiante de la capacité de production de l'industrie textile est restée inexploitée, malgré la conjoncture d'inflation.

Le développement industriel de la France peut être mieux jugé, si nous soumettons le développement de la consommation par tête des matières premières les plus importantes pour la période d'avant-guerre et pour la période actuelle, comparé aux chiffres correspondants pour l'Allemagne.

La consommation par tête de matières premières importantes

en Allemagne et en France (en kilos)

	1913		1924		1925	
	Allemagne	France	Allemagne	France	Allemagne	France
Charbons	2470	1623	2163	1927	2212	1700
Naphte	17,8	13,3	3,8	32,6	7,4	35,4
Fer, acier	401,0	228,0	---	---	324,0	312,0
Caoutchouc	0,3	0,15	0,4	0,88	0,7	0,94
Coton	7,2	6,8	4,3	7,1	5,9	8,1
Jute	2,3	3,0	1,7	2,4	2,1	2,2
Laine	3,2	6,7	2,7	5,7	2,5	---
Soie	0,07 ¹	0,1	0,04 ¹	0,11	0,04 ¹	---

¹ la production indigène (pas importante) n'est pas comprise

Ces chiffres montrent que la consommation par tête de matières premières industrielles en France s'est assez fortement accrue comparée à la période d'avant-guerre et qu'elle a dépassé pour quelques marchandises celle de l'Allemagne. C'est la meilleure preuve pour la forte industrialisation depuis le début de la guerre.

LE DEVELOPPEMENT DE L'EXPORTATION DES PRODUITS INDUSTRIELS

Le changement survenu dans la structure de l'économie française est mieux démontré par les

chiffres du commerce extérieur¹¹ que par les chiffres rares et peu sûrs de la production. Dans le tableau suivant, nous avons rassemblé l'exportation des produits manufacturés industriels les plus importants. Les postes mentionnés ci-après ont représenté, en 1913, en chiffres ronds, 49 % de la valeur de l'exportation totale ; en 1925, ils représentaient 47 % de la valeur de l'exportation totale. Les chiffres mêmes indiquent le poids par 100 kilos [quintaux], car, en raison des grandes fluctuations de change, les chiffres indiquant la valeur de l'exportation ne donnent pas d'aperçu bien sûr.

Exportation en produits importants (en 1.000 quintaux)¹²

	1913	1921	1922	1923	1924	1925
Tissus de soie	62	57	63	76	86	92
Linge, vêt., art. de confection	64	87	81	80	96	88
Tissus de coton	554	587	437	445	671	548
Automobiles	354 ¹	376	341	408	618	761 ²
Tissus de laine	234	156	182	255	345	289
Fer et acier	7620	24393	27917	24407	30244	39734
Outils et prod. mécaniques	1448	1878	1914	3101	3964	5474
Produits de caoutchouc	69	211	189	219	276	306
Cuirs	154	214	96	130	190	175
Machines à vapeur et autres	821 ³	606	511	813	890	990
Parfums et savons	514	466	544	657	764	722
Verres et cristaux	1530	744	700	883	1175	1376
Fourrures	---	10,5	12,7	14	17	19

¹ Carrosserie ² La totalité de la carrosserie, y compris l'automobile est de 988000 quintaux ³ Machines et mécaniques

Il ressort nettement de ce tableau que l'exportation des anciennes industries d'exportation de la France, en particulier de l'industrie textile, s'est accrue quant au poids dans une mesure relativement faible. L'augmentation ne correspond nullement à l'accroissement de sa capacité de production représentée par le rattachement de l'industrie textile d'Alsace-Lorraine. Par contre, il y a lieu d'enregistrer une augmentation par bonds de l'exportation en fer et acier, en outils et produits

¹¹ Le tableau suivant représente le commerce extérieur de la France en francs-or, calculé sur le change de New-York, avec toutes réserves qui sont nécessaires lorsqu'on se sert d'un semblable calcul :

Commerce extérieur de la France (en millions de francs-or)

	Importations			Exportations		
	Alimentation	Matières premières	Produits fabriqués	Alimentation	Matières premières	Produits fabriqués
1913	1818	4946	1058	839	1858	4183
1920	4241	8985	4598	933	2184	6479
1921	2508	4330	1914	797	1574	5235
1922	2393	5853	1816	784	2420	8064
1923	2337	6494	1361	997	2922	6010
1924	2416	6999	1376	1000	2835	6725
1925	2279	7366	1261	907	3141	6744

Si nous tenons compte que les prix-or sur le marché mondial sont de 50 % plus élevés qu'en 1913, il en résulte que l'exportation française, en produits manufacturés et en matières premières n'aurait augmenté que de peu et ne correspondrait qu'à la part découlant de l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Mais nous croyons que les chiffres donnent un faux aperçu et que l'exportation a été, en réalité, plus élevée.

¹² Dans l'ordre selon le montant de la valeur d'exportation 1925.

mécaniques, en automobiles et en général en produits de l'industrie du fer et de l'acier et de l'industrie transformatrice du fer. On ne peut pas constater si cette augmentation d'exportation correspond à l'accroissement de la capacité de production de l'industrie lorraine et si elle la dépasse, étant donnée l'absence des renseignements nécessaires. Néanmoins, il est certain que la France est devenue un pays d'exportation considérable des produits de l'industrie lourde et de transformation du fer.

LES TRANSPORTS

Depuis la période d'avant-guerre, un très fort développement est à enregistrer dans les transports. Le matériel roulant des chemins de fer a été en grande partie renouvelé et augmenté ; la flotte commerciale s'est accrue, les ports ont été élargis ; une partie des chemins de fer est en train d'être transformée pour marcher à la force électrique et de grandes constructions de canaux ont été commencées. Sur ce développement, nous pouvons donner quelques chiffres :

<i>Chemins de fer</i> ¹³		
Locomotives		
	Nombre	Force motrice en 1000 kilos
1913	14341	8900
1923	18446 ¹	17410
1924	---	---

¹ Sans l'Alsace-Lorraine. Avec l'Alsace-Lorraine 20280

<i>Flotte commerciale</i> (1.000 N.-R.-T.)		
(De ces derniers, les bateaux à vapeur et moteurs à l'huile.)		
1913	1582	980
1919	1306	879
1923	2145	1759

LE PROBLEME DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL FRANÇAIS

Le fait d'un fort développement de l'industrie française, en particulier de l'industrie lourde et de l'industrie de transformation du fer, est incontesté, quoique les chiffres statistiques existants font apparaître ce développement et particulièrement l'accroissement de production de l'industrie française moins grand qu'on ne le croit en général. Mais, au point de vue de principe, il est important de constater que ce développement industriel de la France a eu lieu dans des conditions anormales. Durant toute la période de l'après-guerre, de 1919 à 1926, l'inflation s'est maintenue en France, à part quelques courtes interruptions. Cela signifie que le capital nécessaire à l'élargissement de l'industrie française ne fut pas procuré par une accumulation au sein de l'industrie même, mais par une vaste expropriation de la fortune des couches moyennes françaises, donc par la voie de la centralisation. En outre, l'industrie française, dans sa concurrence avec les industries américaine, anglaise, suisse et depuis trois ans également avec celle de l'Allemagne, a joui de l'avantage de l'inflation.

Si nous maintenons notre hypothèse que la période d'inflation est terminée (un retour d'une durée plus courte n'est point exclu), le problème de l'industrie française se présente de la façon

¹³ Et tramways.

suivante :

Est-ce que par le développement technique de la période de guerre et d'après-guerre, les conditions du siège social de l'industrie française se sont améliorées dans une mesure telle que ses frais de production ne sont pas plus élevés que ceux de leurs concurrents sur le marché mondial ? Car si nous ne voulons pas nous abandonner à des méthodes d'explication idéologique (comme manque d'initiative, dégénérescence du peuple français, accroissement insuffisant de la population, etc.), pour expliquer l'état arriéré du développement industriel de la France, nous ne pouvons pas expliquer cet état arriéré autrement qu'en disant qu'il est la conséquence des mauvaises conditions du siège social. Nous rappelons à cette occasion qu'il y a cent cinquante ans, au début de la période manufacturière, la France avait dans l'industrie européenne la direction absolue, même vis-à-vis de l'Angleterre. De même, l'activité économique intense de la classe capitaliste française au cours du dernier siècle montre qu'il ne s'est pas agi de qualités nationales dans l'état arriéré de la période d'avant-guerre de la France, mais de causes économiques réelles. Le matériel technique et économique qui nous est connu, ne suffit pas pour pouvoir se former un jugement sur la modification des conditions du siège social de l'industrie française vis-à-vis de ses concurrents. Mais un fait est sûr : les avantages particuliers que l'industrie française a tirés jusqu'à maintenant de l'inflation, n'existeront plus à l'avenir. Il est en outre incontestable qu'avec le passage à la stabilisation, surgira une grave crise de la vie économique française. Par la suite, nous voulons essayer, sur la base des différences dans la marche de l'inflation en France et en Allemagne, de tirer certaines conclusions se rapportant à la forme de la vie économique française dans la première période de la stabilisation.

COMPARAISON DE L'ECONOMIE INFLATIONNISTE FRANÇAISE ET ALLEMANDE

En général, on a tendance à considérer de la même façon les conséquences de l'inflation française et celles de l'inflation allemande. Il y a sûrement beaucoup de points communs. Avant tout, il existe ce fait qu'en France, tout comme en Allemagne, la part du capital à intérêt fixe (emprunts d'Etat, obligations d'industrie, dépôts aux caisses d'épargne, assurances sur la vie, etc.), au produit annuel de valeur du pays fut réduite à une fraction de la valeur nominale. La vaste expropriation de tous les rentiers ainsi que de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie s'est passée de la même façon. Dans les deux pays, la période de guerre et d'après-guerre signifie une période de la centralisation la plus formidable du capital — avec une diminution temporaire de la fortune totale de toutes les couches. Mais si l'expropriation de la classe rentière d'avant-guerre s'élève en Allemagne, (après la faible revalorisation) à 95 % et en France seulement à 80 % au cours actuel du franc, cette expropriation est, sous le rapport social, encore plus significative en France qu'en Allemagne, parce que la part du capital à intérêt fixe au produit de valeur annuel dans « l'Etat rentier » de France était plus grande qu'en Allemagne¹⁴.

Les postes les plus importants du capital à intérêt fixe en France, dans la période d'avant-guerre, étaient les suivants :

¹⁴ Nous avons chiffré le capital à intérêt fixe en Allemagne pour la période d'avant-guerre à 65 milliards de marks-or dans notre avant-dernière étude.

	Milliards de francs
Dettes intérieures	33,0
Obligations de chemins de fer	22,6
Dépôts en caisse d'épargne	6,0
Emprunts communaux	2,6
Dettes hypothécaires	2,4
Total	66,6

Il manque les obligations d'industrie, l'assurance sur la vie très répandue, etc.

Si nous considérons encore la perte du revenu dans les investissements des capitaux à l'étranger¹⁵ répartis, en France, sur de très larges cercles de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie, nous aboutissons à une perte de capitaux de 80 à 100 milliards de francs et de revenus, de 4-5 milliards de francs par an. Il faut donc supposer une forte restriction de la consommation des larges masses.

Or, les chiffres par tête d'habitant de la consommation nous montrent, qu'au contraire de l'Allemagne, ce n'est pas le cas, si les données publiées par la statistique officielle française¹⁶ que nous présentons dans le tableau suivant sont justes.

Consommation de vivres et matières premières importantes par tête d'habitant et en kilogrammes :

	1913	1922	1923	1924	1925 ¹⁷
Seigle	30 ¹	24	24	27	28
Orge	28 ¹	24	26	29	26
Maïs	27 ¹	22	22	25	25
P. de terre	342	327	252	378	362
Riz	5,6	3,6	6,6	4,2	4,8
Sucre	17,5 ²	20,1	19,0	19,6	22,3
Vin (litre)	142 ²	212	168	201	179
Bière (litre)	33,6 ²	25,5	30,4	---	---
Café	2,84 ²	4,4	4,3	4,3	4,2
Cacao	0,69 ²	1,0	1,1	1,0	1,2
Thé	0,04 ²	0,03	0,03	0,04	0,04
Alcool ³ (litre)	3,73	2,42	2,66	2,51	---
Tabac	1,1	1,4	1,4	1,4	1,3
Coton	6,8	6,1	5,9	7,1	8,1
Jute	3,0	2,1	1,9	2,4	2,2
Laine	6,7	7,8	6,6	5,7	---
Soie	0,1	0,08	0,09	0,11	---

¹ 1909-1913. ² 1911-1913. ³ Imposé.

¹⁵ Selon les évaluations de Moulton (*The French Debt Problem*), page 126, la France a perdu sur ses capitaux investis à l'étranger, soit par l'expropriation, soit par l'inflation :

	(milliards de francs)
Russie	21
Autriche-Hongrie	3
Turquie	2
Allemagne	1
Balkans	3
[total]	30

6-7 milliards furent vendus pendant la guerre à l'étranger ; 3 milliards ne rapportent que très peu, parce que le change a été déprécié.

¹⁶ Voir Annuaire statistique de la France de plusieurs années.

¹⁷ Les chiffres ont été calculés par nous.

Ce tableau montre — comme en Angleterre — une tendance à l'accroissement de la consommation de masses. L'inflation n'a pas causé un approvisionnement plus mauvais de la population en vivres et en vêtements comme ce fut le cas en Allemagne dans une si forte mesure¹⁸.

Comment faut-il expliquer cette différence importante ? Nous croyons que deux faits jouent ici un grand rôle :

a) Quoiqu'une partie de la France ait été dévastée par les Allemands d'une façon systématique, la situation de fortune de l'autre partie semble avoir beaucoup moins souffert en raison de l'appui de l'Angleterre et de l'Amérique ainsi que de la liaison non interrompue avec l'économie mondiale, il semble que le pays dans son ensemble est sorti moins appauvri de la guerre que l'Allemagne¹⁹.

b) Il semble que des larges couches du peuple français qui avaient économisé en temps normal une partie de leur revenu en vue de la formation de rentes, l'ont abandonné du fait de la dépréciation causée par l'inflation et qu'ils ont augmenté par contre leur consommation²⁰.

Même si d'autres raisons ont encore joué un rôle, on ne peut pas contester ce fait plein de contradictions : expropriation de 80 % du revenu à intérêt fixe et de grandes couches de la petite-bourgeoisie d'une part, augmentation de la consommation des vivres et matières textiles importants, d'autre part.

Une différence importante dans la formation de l'économie inflationniste allemande et française est la continuité et la progression de la dépréciation du mark, comparée au cours en zig-zag du franc. A la forte dépréciation du franc, en 1920, a suivi l'augmentation de 20 % de la moyenne annuelle de 1922. A la dépréciation de 1923, a suivi l'augmentation du cours par bonds de 50 % au printemps de 1924 ; à la dépréciation de 1925, a suivi une nouvelle augmentation du cours par bonds dans la seconde moitié de 1926, de 50%.

18 La statistique ne donne pas de renseignements sur le caractère de la consommation des différentes classes. D'après des renseignements différents on peut néanmoins dire que le niveau d'existence du prolétariat français n'est pas au-dessous de celui de la période d'avant-guerre.

¹⁹ A cela, a sûrement contribué le fait que la France — déduction faite des emprunts accordés à ses alliés — a obtenu de l'Angle terre et des Etats-Unis à peu près 20 milliards de francs-or pendant la guerre et l'après-guerre, tandis que l'Allemagne a dû nécessairement couvrir tous les frais de la guerre .par ses propres ressources, à part l'exploitation dans les pays occupés.

²⁰ Les dépôts d'épargne à la Caisse Nationale d'Epargne.

*Dépôts d'épargne** (en millions de francs)

1913	1818
1920	2354
1921	2697
1922	3952
1923	3164
1924	3306
1925	3803
1926 (janvier)	4047
1926 (septembre)	4141

* Caisse Nationale d'Epargne. — Bulletin Mensuel de statistique. La valeur-or des dépôts d'Epargne a diminué d'environ la moitié de celle d'avant-guerre

Les chiffres suivants montrent les fluctuations du cours moyen (moyenne annuelle, ou mensuelle, par suite fortement affaiblie).

Fluctuations du cours du franc

(cents américains pour un franc)

1913	1920	1921	1922	1923	1924	1924	1925	1926	1926	1926	
						(mars)	(avril)	(janvier)	(juillet)	(décembre)	
19,3	7,0	7,5	8,2	6,1	5,2	4,2	6,1	4,8	3,8	2,5	4,0

Ces fortes fluctuations et par bonds du cours du franc ont laissé ressortir beaucoup moins nettement le caractère de l'économie inflationniste en France qu'en Allemagne. Le gain était loin d'être sûr pour les capitalistes qui orientaient leur activité commerciale unilatéralement sur la baisse du franc. En particulier :

a) Ce n'était pas un profit assuré d'emprunter de l'argent à la Banque d'émission nationale, car on ne pouvait pas savoir si, à l'échéance, le franc aurait un cours plus élevé ou plus bas qu'au moment de l'emprunt;

b) Ce n'était pas un profit assuré que d'investir son capital « en valeurs réelles », car on ne pouvait pas savoir si le produit de la vente ultérieurement ne serait pas inférieur au prix d'achat en raison de l'augmentation du cours du franc ;

c) Ce n'était pas un profit assuré de transformer son argent en billets de banque étrangers ou son capital en valeurs étrangères ou de le faire passer à l'étranger, car un mouvement du cours du franc pouvait entraîner les plus grandes pertes.

Par conséquent, l'économie française montre dans une mesure beaucoup moindre qu'en Allemagne les phénomènes de l'économie inflationniste.

a) En raison des fluctuations du cours du franc on n'a pas abouti à une accélération de la vitesse de circulation et à un rétrécissement de la valeur-or de l'argent en circulation comme en Allemagne ou en Pologne. Alors que la valeur-or du papier-monnaie en circulation en Allemagne était tombée, en octobre 1923, à 300 millions de marks-or, la valeur-or des billets de banque français en circulation s'établit comme suit :

Cours du franc et circulation de billets

	Circulation des billets de banque ¹ (en milliards de francs-papier)	Circulation des billets de banque ² (en milliards de francs-or)
1913	5,7 + 3,6 or	9,3
1920	37,9	13,5
1921	36,5	14,03
1922	36,4	15,2
1923	39,1	12,2
1924	40,9	11,1
1925	51,1	12,8
1926 janvier	50,6	9,2
1926 juillet	56,0	7,2
1926 novembre	53,3	9,7

¹ A la fin soit de l'année soit du mois (*Bulletin mensuel de statistiques*). ² Calculée à partir du *Bulletin mensuel de statistiques*.

La valeur-or de la masse d'argent en circulation est à l'heure actuelle — étant donné l'annexion de l'Alsace-Lorraine et la circulation augmentée des marchandises — plus grande

qu'avant la guerre²¹ surtout si nous considérons que les bons du trésor exercent également certaines fonctions fiduciaires (réserve quotidienne en caisse).

Il ne s'est point produit de fuite « vers les valeurs réelles » et, en liaison avec cela, il ne s'est pas formé de consortiums inflationnistes. Le processus de centralisation a été très fort, mais il n'a pas abouti aux achats inconsidérés d'entreprises de toute espèce, faits avec des crédits obtenus auprès des banques d'émission comme ce fut le cas en Allemagne ;

b) Les billets de banque étrangers ne circulent que dans une faible mesure à l'intérieur du pays. Cela signifie que, contrairement à ce qui s'était passé en Allemagne, on n'a pas vendu de valeurs à l'étranger et que le produit n'a pas été employé comme un moyen de circulation, ce qui, du point de vue économique, serait un crédit sans intérêt accordé à l'étranger, affaiblissant la vie économique du pays.

On a bien acheté des valeurs étrangères à la Bourse, mais on en a également vendu, suivant que l'on spéculait à la hausse ou à la baisse des valeurs étrangères. On parle d'une forte évaporation de capitaux, on parle de sommes s'élevant à quelques milliards, dirigées sur l'étranger. Mais il s'agit là plutôt d'une spéculation passagère, adaptée à la marche du cours des changes, que d'un investissement définitif à l'étranger.

En résumé, nous pouvons dire que le faible degré de la dépréciation et plus encore les fortes fluctuations dans la formation du cours du franc français ont maintenu la déformation de l'économie française découlant de la dépréciation de l'argent, dans des limites beaucoup plus étroites qu'en Allemagne.

Aussi la « crise de stabilisation » devrait montrer des formes plus modérées qu'en Allemagne.

LA CRISE DE STABILISATION FRANÇAISE

On peut dire que la crise de stabilisation se distingue par les points suivants de la crise allemande :

a) Attendu que la valeur-or des sommes d'argent en circulation est à l'heure actuelle aussi élevée qu'avant la guerre, que, par suite, la vitesse de circulation n'est pas beaucoup plus grande qu'alors, il ne se produira pas, après la stabilisation, le même ralentissement brusque de la vitesse de circulation de l'argent et par conséquent le même manque des capitaux liquides qu'en Allemagne. Il n'y aura pas non plus des grandes quantités de faillites d'entreprises, comme en Allemagne.

b) L'importation de matières premières en France a été plus élevée au cours des dernières années en comparaison de l'avant-guerre. (Voir le tableau ci-dessus). Voilà pourquoi la France n'entre pas dans la période de stabilisation dépourvue de toute réserve de marchandises comme en Allemagne. On n'entend pas non plus parler de pénurie de produits manufacturés ou de queues aux portes des magasins. Voilà pourquoi il n'y aura pas une augmentation d'importation par bonds comme en Allemagne ;

c) Attendu qu'il n'y a pas de consortium inflationniste en France, il n'y aura pas non plus ce formidable regroupement des entreprises capitalistes, pas de dissolution des consortiums

²¹ K. A. Hermann a souligné l'importance de fait dans un article intéressant, paru dans le *Boersen Courier* (du 25-VI-26).

inflationnistes ;

d) Attendu qu'il n'y a pas de circulation assez importante de billets de banque étrangers et qu'il y a beaucoup moins de devises et de fonds étrangers chez les particuliers, la France ne possède pas non plus cette réserve latente en argent étranger dont l'Allemagne a pu se servir pour couvrir le déficit si formidable du bilan du commerce extérieur au début de la stabilisation.

Contrairement à l'Allemagne, il y a encore un chiffre assez élevé de billets de banque français à l'étranger²² qui reflueront en France après la stabilisation réalisée et qui chargeront le bilan financier.

Il est, en outre, probable que le vaste chômage chronique sera beaucoup plus petit qu'en Allemagne. La masse énorme de la main-d'œuvre étrangère quittera le pays à un rythme assez rapide, le rapatriement a déjà commencé. En outre, une partie des ouvriers français qui, au cours des dernières années, étaient passés de l'agriculture à l'industrie retourneront à la campagne dès que l'offre du travail y sera plus élevée avec la liquidation des ciseaux. (Le 1^{er} janvier 1927, les tarifs agraires entreront de nouveau en vigueur, ce qui hâtera la disparition des ciseaux).

On peut dire que la crise de stabilisation n'aura pas une influence si profonde sur l'économie intérieure qu'en Allemagne. Par contre, la stabilisation sera menacée par un passif du bilan financier français si la bourgeoisie française maintient le système de la « stabilisation nationale » sans l'aide de l'étranger, sans emprunts étrangers et sans ratification de l'accord de Washington. La stabilisation échouera à la moindre difficulté extérieure tout comme les tentatives semblables des bourgeoisies polonaise et belge, ont fait faillite.

LE PROBLEME DE LA STABILISATION FRANÇAISE

Comme nous l'avons déjà dit, les conditions préalables d'économie intérieure pour la stabilisation du change français existent.

a) *Le budget d'Etat est équilibré.* Il y aura peut-être encore un déficit, mais il ne s'élèvera jamais jusqu'à devenir dangereux pour la stabilité de la monnaie. La charge de la dette intérieure s'est fortement accrue du fait de la hausse du change du franc. Si nous supposons que la somme de la dette intérieure s'élève à 300 milliards de francs-papier, sa valeur-or s'élève à 60 milliards de francs-or contre 33 avant la guerre. Si l'on tient compte de la force d'achat diminuée de l'or, la valeur-or d'avant-guerre de la dette publique actuelle s'élève à 45 milliards de francs-or. La charge que l'Etat doit payer pour les intérêts de la dette intérieure doit s'élever à environ le double d'avant-guerre, en raison du taux d'intérêt plus élevé. Il faut donc que les impôts soient augmentés d'une façon correspondante²³. Cela signifie une lourde charge pour l'économie française. Ce n'est naturellement

²² Moulton estime la somme, pour fin 1924, à 10 milliards de francs. Moulton et Lewis : *The french debt problem*. New-York, 1923, page 35.

²³ Le budget total s'est élevé en 1913 à 5.072 millions de francs, dont 1.355 millions pour les intérêts de la dette publique. Actuellement le budget normal s'élève à 39.000 millions — soit en chiffres ronds 8 milliards de francs-or. Si nous tenons compte de la force d'achat diminuée de l'or et du rattachement de l'Alsace-Lorraine, c'est un peu plus seulement qu'avant la guerre. 16.500 millions, soit en francs-or 5.500, en francs-or d'avant-guerre environ 4.000 millions sont actuellement nécessaires pour les intérêts de la dette publique, soit le triple d'avant-guerre. En outre, « la caisse d'amortissement » accuse annuellement des recettes s'élevant à 8 milliards qui, déduction faite des réparations, proviennent également des impôts.

pas ainsi que le comprend l'économie vulgaire bourgeoise, c'est-à-dire dans ce sens que les impôts élevés diminueraient la force d'achat de la population et restreindraient le marché intérieur. Envisagé ainsi c'est un pur non-sens. Le prélèvement d'impôts pour payer les intérêts d'une dette intérieure ne signifie immédiatement qu'une nouvelle répartition d'une partie de la valeur produite annuellement. Ce que l'on prélève sur l'un sous forme d'impôts, revient à l'autre sous forme d'intérêts de la dette publique. Nous supposons qu'il n'y a pas de propriétaires étrangers de valeurs d'Etat français (ce qui correspond à peu près à la réalité). La force d'achat totale de la population n'est pas *directement* diminuée d'un seul centime, du fait de cette nouvelle répartition.

Nous soulignons directement ! Indirectement un chiffre élevé de la dette publique agit dans le sens de la diminution du produit annuel de la valeur de l'ensemble de la population. La détention des valeurs d'Etat signifie un bon sur le produit de la valeur du pays, correspondant au taux de l'intérêt. Plus le chiffre des intérêts est élevé, plus il y a de personnes qui peuvent vivre sans travailler. Il en résulte donc — toutes les autres conditions étant supposées égales — une diminution pour la partie laborieuse de la population, donc aussi une diminution du produit annuel de la valeur. Pour cette raison une revalorisation du franc, c'est-à-dire une hausse du cours du franc jusqu'à la parité-or — mots d'ordre avec lesquels joue actuellement la droite en France — serait insupportable pour la France, car les intérêts de la dette intérieure créeraient un formidable revenu de rentes et une large classe de rentiers non-producteurs impossible à supporter.

La question se pose déjà de savoir si le cours actuel du franc, considéré sous cet angle, n'est pas déjà trop élevé²⁴.

b) La quantité de billets de banque en circulation diminue depuis 6 mois, les demandes de crédits des capitalistes banque d'émission sont moindres, parce que les besoins de circulation sont couverts par la monnaie en circulation. La menace d'une nouvelle augmentation inflationniste de la circulation des billets de banque n'existe pas en cas de stabilisation.

c) A une circulation de billets de banque d'une valeur-or d'environ 10 milliards de francs-or, correspond une réserve d'or de la banque d'émission 3,68 milliards — si l'on y ajoute le dépôt à la Banque d'Angleterre, dont le retour est toutefois bien douteux — de 5,8 milliards de francs-or. Voilà une proportion de couverture qui peut satisfaire les gens qui voient la garantie de stabilité dans la couverture-or.

La grande somme de la dette flottante à court terme forme provisoirement encore un danger possible. Si la stabilisation — et c'est probable — devait causer un resserrement des crédits de la banque d'émission à l'économie privée et en général une pénurie de moyens de circulation, il existe la possibilité que l'on présente plus de bons au paiement qu'il est prévu dans le schéma de la caisse d'amortissement. Dans certaines conditions, la caisse d'Etat serait obligée de recourir à des emprunts à la banque d'émission, de faire de l'inflation. Mais, à notre avis, il n'existe là non plus de danger sérieux pour la stabilisation.

²⁴ Le montant du cours de stabilisation est naturellement une question de classe, où l'intérêt direct de la bourgeoisie à un bas cours de stabilisation entre en contradiction avec l'intérêt politique de maintenir à sa suite les larges masses paysannes et petite-bourgeoises. L'intérêt économique de la grande bourgeoisie qui n'a pas de valeurs d'Etat, mais des dettes à intérêt fixe demande un bas cours de stabilisation. L'intérêt des détenteurs d'emprunts d'Etat, des paysans et des petits-paysans, de la grande masse d'électeurs est d'avoir un haut cours de stabilisation. Le gouvernement de la bourgeoisie hésite entre ces intérêts contradictoires parce qu'il lui faut les voix de ces couches.

Maintenant, examinons dans quelle mesure il y a danger pour la stabilisation résultant des rapports de la France avec le reste du monde au sujet de l'établissement du bilan de paiement.

LE BILAN DE PAIEMENT DE LA FRANCE

Avant la guerre, le bilan de paiement de la France se présentait selon les évaluations (chiffres nets) de Moulton²⁵ comme suit :

	1909-1913	
	En millions de francs-or	
Déficit du commerce extérieur		1456
Revenu du capital investi à l'étranger ²⁶	1805	
Recettes provenant de la navigation	215	
Recettes provenant du tourisme	625	
Recettes provenant du commerce international, des commissions	150	
Excédent des recettes, libre pour l'exportation de capital		1339
[total]	2795	2795

Meynial²⁷ et d'autres arrivent à des résultats semblables. Il est beaucoup plus difficile de constater le bilan de paiement actuel de la France, attendu que presque tous les éléments sont devenus douteux. En raison des fortes fluctuations des cours, les chiffres de la valeur du commerce extérieur sont très imprécis avec une tendance à diminuer le déficit, car les valeurs d'importation sont fournies par les importateurs qui ont intérêt à indiquer des chiffres plus bas pour payer un coefficient de douane plus bas²⁸. Les recettes provenant des réparations, les dépenses pour les intérêts et l'amortissement des dettes interalliées sont difficiles à évaluer ainsi que la situation des investissements français à l'étranger (l'évasion des capitaux) les investissements étrangers en France (maisons, terres, etc., etc.)²⁹.

Par la suite, nous voulons supposer que les recettes de la France, provenant des paiements des réparations compenseront à peu près les intérêts et l'amortissement des dettes inter-alliées, une fois les dettes envers l'Angleterre et les Etats-Unis consolidées ou qu'il ne restera qu'un faible excédent³⁰. Après avoir fait ces hypothèses, si nous groupons les chiffres de Meynial pour l'année 1924, nous aboutissons au résultat suivant :

²⁵ *The French Debt Problem*, page 16.

²⁶ Moulton évalue l'investissement des capitaux français à l'étranger avant la guerre à 45 milliards de francs (dont 11,3 milliards en Russie), le capital étranger investi en France ou en valeurs françaises, à 3,5 milliards. Voir page 20.

²⁷ *Créances et dettes internationales*, Paris, 1926, page 87.

²⁸ Moulton, page 317.

²⁹ Meynial examine très sérieusement le bilan de paiement de la France dans le livre mentionné, page 83 à 149, sans que l'on puisse y comprendre grand chose.

³⁰ Une fois encaissés, les 2.500 millions de marks prévus pour les réparations, la France recevrait annuellement 1.300 millions de marks, mais il lui faudrait payer 130 millions de dollars aux Etats-Unis et 12,5 millions de livres sterling à l'Angleterre.

	En millions de francs		Transformé en francs-or ¹	
Excédent d'exportations de la France	1300		260	
Excédent d'importations des colonies		1800		360
Tourisme	4800		960	
Revenu des investissements à l'étranger	2500		500	
Navigation	1500		300	
Intérêts d'emprunts privés, etc.		200		40
Envoi d'argent d'ouvriers étrangers		1000		200
Excédent		7100		1420
[total]	10100	10100	2020	2020

¹ 20% comme le suppose Moulton pour 1914.

On aboutirait ainsi au résultat étonnant que la France disposerait en 1924 d'une somme de 1.400 millions de francs-or pour des investissements de capitaux à l'étranger ou pour le remboursement de dettes extérieures, tout comme avant la guerre ! (Si nous comprenons les paiements de réparations, la somme serait encore plus élevée). Et, ce résultat magnifique serait atteint quoiqu'il ne soit resté qu'une portion des capitaux investis à l'étranger que la France possédait avant la guerre.

Moulton arrive également au résultat³¹ que la France abstraction faite des réparations et des intérêts pour ses dettes politiques avait, en 1924, un bilan de paiement actif s'élevant à 6,6 milliards de francs-papier égal à 1.320 millions de francs or.

Toutes les évaluations de ce genre contiennent de grandes possibilités d'erreurs. Malgré tout, il semble qu'aucun danger ne menace plus la stabilité du cours français de ce côté, surtout si les accords des dettes interalliées sont finalement ratifiés — ce qui sera certainement le cas plus tard — et si des déficits passagers du bilan de paiement peuvent être facilement couverts par des emprunts extérieurs.

RESUME ET PERSPECTIVES

La France entre dans la période de stabilisation avec une économie agricole dont la situation a empiré et avec un appareil de production industrielle fortement élargi. La guerre et l'inflation ont eu pour résultat une forte centralisation et une large expropriation des rentes et de la fortune des paysans et des petit-bourgeois. Mais en raison des revers importants et répétés du cours du franc dans la période de l'inflation économique française montre bien moins le tableau typique de l'économie inflationniste qu'en Allemagne, en Autriche ou en Pologne ; pas de consortiums d'inflation, pas « d'évasion vers les valeurs réelles », donc, pas non plus de disproportion entre le capital fixe et le capital de circulation, comme en Allemagne ; pas de rétrécissement de la somme fiduciaire en circulation, pas de pénurie en matières premières et en produits manufacturés ; mais pas non plus de diminution de la consommation en articles courants. L'inflation en France n'a pas dépassé dans ses conséquences économiques une vaste concentration de la fortune. Les profits du gros capital ont été obtenus sur le dos de la paysannerie, des rentiers et de la petite-bourgeoisie — mais non sur le dos du prolétariat français ou seulement dans une très faible mesure.

La stabilisation signifie que les avantages tirés par la bourgeoisie française de la différence

³¹ *The french debt problem*, page 370.

entre le prix de production et le prix de reproduction³², entre la force d'achat intérieure et extérieure³³ du franc. Il s'ensuit que l'industrie française devra nécessairement engager la lutte avec ses concurrents sur le marché mondial dans les mêmes conditions de monnaie. C'est là seulement qu'on verra si les désavantages territoriaux qui avaient eu comme conséquence dans la période d'avant-guerre la situation arriérée de l'industrie française, ont été écartés ou non par la modification de la technique au cours des treize dernières années. Mais même si ces désavantages territoriaux ont été compensés, l'industrie française doit nécessairement partager le sort des industries allemande et anglaise ; il lui faudra lutter comme elles avec la contradiction entre les possibilités de production et de réalisation. La situation de l'industrie française sera rendue plus difficile par la capacité d'absorption beaucoup moindre du marché intérieur, par la faible population, par la situation plus mauvaise de l'agriculture, par les impôts élevés qu'exige le maintien de sa position de puissance mondiale.

La bourgeoisie française procédera donc prochainement à une vaste offensive contre les conditions de travail du prolétariat français, contre les salaires et la journée des huit heures. Elle rencontrera une résistance acharnée du prolétariat français. Car il existe une grande différence entre la situation des prolétariats allemand et français au début de la période de stabilisation. Du fait de la dévalorisation rapide du mark en 1923, le salaire réel du prolétariat allemand fut réduit à un minimum. Le salaire perdait d'un jour à l'autre la moitié de sa force d'achat. Les ouvriers avaient souffert de la faim et leur situation s'était empirée. La stabilisation signifiait pour eux une forte augmentation du niveau d'existence réel, en dépit de la journée de travail allongée et du grand chômage. Tel n'est pas le cas pour les ouvriers français, dont le salaire réel égale aujourd'hui à peu près celui d'avant-guerre et où l'offensive du capital signifiera une aggravation avec effet direct de la situation de l'ouvrier liée en même temps à un chômage massif qui a déjà commencé. *La période relativement pacifique de la lutte des classes est aussi à sa fin en France !* Il faut que l'industrie française lutte pour son existence sur le marché mondial ; elle essaiera avant tout d'assurer sa capacité de concurrence par une exploitation augmentée, par la « rationalisation ». *La position privilégiée passée du capitalisme français a touché à sa fin !*

³² Avec un change qui baisse lentement, les petits commerçants et les artisans ont vendu leurs marchandises toujours au prix de revient plus le profit moyen, donc au prix de production, dans l'unité monétaire nominale. Mais en raison de la dévalorisation d'argent survenue entre temps, ils obtiennent réellement un prix inférieur au nouveau prix d'achat ou de reproduction. D'où l'appauvrissement inaperçu mais inévitable de ces couches pendant l'inflation.

³³

	Index du commerce de gros a)	Force d'achat intérieure du franc b)	Cours à New York cents pour un franc c)	Force d'achat extérieure du franc d)	Index du commerce de gros aux Etats-Unis e)
1913	100	100	19,3	100	100
1919	357	28	13,7	206	35,2
1920	510	20	7,0	226	11,0
1921	345	29	7,5	147	26,5
1922	327	31	8,2	149	28,8
1923	419	24	6,1	154	20,8
1924	489	21	5,2	150	17,3
1925	550	18	4,7	159	15,1
1926 déc.	641	15,6	4,0	150	13,9

a) Annuaire ; b) Calculé sur la base de l'index du commerce de gros ; c) Survey of Current Business ; d) Dep. of Labour ; e) Calculé sur la base du cours de New York et de l'index du commerce de gros des Etats-Unis.

II — LA SITUATION ECONOMIQUE DES AUTRES PAYS

FRANCE

Nous nous occupons de la situation économique de la France en détail dans l'avant-propos, nous nous limiteront ici aux faits des derniers mois. La situation présente de l'économie en France peut être marquée comme le commencement de la crise de stabilisation. Nous avons exprimé dans l'introduction les différences qui existaient avec le développement allemand, elles se manifestent déjà fortement. Nous donnons les chiffres qui se rattachent au développement monétaire

	La livre à Paris (change moyen)	Circulation de billets (en milliards)	Effets	Avances à l'Etat	Intérêts bancaires	Index du commerce de gros (Fin de mois)
	—	—	—	—	—	—
Juillet	199	56,02	8,99	37,6	6,0	854
Juil. 24 (max)	240	56,26 ³⁴	—	—	—	—
Septembre	170	55,01	8,01	36,9	7,5	804
Octobre.	166	54,58	7,47	36,0	7,5	707
Novembre	141	53,33	7,41	36,9	7,5	698
Décembre	123	52,91	6,40	36,2	6,5	641
Janvier 1927	122,5 (stable)	52,81	—	34,2	—	—

Ce tableau montre les faits suivants :

1° La circulation de billets baisse ;

2° Les crédits accordés par la banque d'émission au monde des affaires diminuent, mais dans une mesure un peu moindre que le cours du franc ne monte ;

3° Le gouvernement a réussi à accomplir réellement, pour la première fois, le remboursement annuel de 2 milliards de francs, prévu dans une loi de 1920, par la banque d'émission ;

4° la baisse des prix reste très fortement en arrière de l'amélioration du cours du franc.

Revalorisation ou stabilisation

La forte hausse du franc avait fait naître dans les larges couches de rentiers l'espérance que la France pourrait revenir à la parité-or, comme ce fut le cas en Angleterre, en Hollande en Scandinavie. Poincaré a gardé, le silence sur cette question. Il avait besoin des sympathies de l'« opinion publique ». Mais, dans le monde des affaires, naquit aussitôt une forte réaction contre une nouvelle déflation. Le mot d'ordre fut donné « la hausse du franc compromet la stabilisation »³⁵. Fougère, président de la puissante "Association nationale d'expansion économique" s'exprima ainsi :

« Ramener une devise, qui a diminué des 6/7° à sa valeur originale est une chimère ; la tentative a les conséquences les plus mauvaises pour l'économie. Seule, la stabilisation est souhaitable. »³⁶.

³⁴ Maximum du 3 juillet 1926

³⁵ Bonnet ancien ministre des Finances françaises. *Courrier de la Bourse*. 30-12-26

³⁶ *Information* 15-12-26 L'association s'est prononcée le 10-12-26 dans le même sens.

La crise économique provoquée par la hausse du franc, a donné la haute main aux adversaires de la revalorisation, c'est-à-dire pratiquement à toute la grande bourgeoisie. Les partisans de la revalorisation se sont rabattus sur la "revalorisation par étapes", c'est-à-dire que le cours doit être stabilisé à un niveau déterminé, mais qu'on abandonnera plus tard. On doit reprendre une nouvelle revalorisation pour stabiliser de nouveau à un niveau plus élevé, et ceci jusqu'à ce qu'on ait atteint la parité-or³⁷. La théorie a évidemment pour but de tranquilliser les rentiers expropriés aux 4/5^e et de les gagner provisoirement pour la stabilisation.

Depuis le 23 décembre, la "stabilisation effective" prévue en son temps par le Comité des Experts, est en vigueur, du fait que la Banque de France, depuis ce jour achète et vend la livre anglaise au cours de 122,50 (et le dollar au cours correspondant). Est-ce le cours définitif de la stabilisation ? La question reste provisoirement posée ?

La crise de stabilisation

La crise de stabilisation est en plein activité. Sa base est le niveau des prix consécutifs à la revalorisation, niveau qui a dépassé celui des prix mondiaux :

	<i>Fin</i>					
	Juillet	Août	Sept	Octob.	Nov.	Dec.
Marchandises intérieures	733	722	743	744	698	648
Marchandises importées.	1704	902	912	908	700	628

Les ciseaux qui, en juillet; s'ouvraient en faveur des marchandises de l'intérieur au-dessus de 300 points (50 %), se fermaient en novembre et se changeaient en décembre en ciseaux en faveur des marchandises étrangères.

Ceci est le motif de la crise.

Pour les prix intérieurs élevés, les chiffres de *l'Usine (Information financière, du 4 janvier 1927)* sont caractéristiques. Une firme de construction française a écarté la première offre d'une fabrique française (150 francs par 100 kgs) et a commandé les marchandises en Belgique. Le fournisseur belge doit payer 12 francs pour 100 kgs de transport par chemin de fer et 34 francs de droits. Il recevait donc moins de 104 francs français pour 100 kgs. Dans une livraison de wagons pour l'Angleterre, les Français furent concurrencés par les Belges en faisant un rabais de 20 %.

Pour ne pas rendre artificiellement l'exportation encore plus difficile, à la demande de la bourgeoisie vers la fin de décembre, on a suspendu l'impôt sur le chiffre d'affaires des marchandises exportées.

A de hauts prix, correspondent des intérêts élevés. Dans la presse française, il était curieux de ne rien lire à ce sujet. En revanche, le correspondant parisien du *Journal of Commerce* écrivait (17 novembre 1926) :

« La Banque de France prend maintenant 9,25 % pour les emprunts avec les garanties les meilleures, alors que les taux bas que prennent les autres banques françaises montent, en général, à 10,5 %. Des gens d'affaires français qui ont besoin plus fortement que jamais des crédits, offrent à leurs banques 12 à 15 % d'intérêts, mais se voient refuser des crédits avec le motif qu'il règne une

³⁷ Les protagonistes de cette théorie insensée qui éterniserait la crise sont Romier du *Figaro* et le professeur Nogaro. Par démagogie, Poincaré n'a pas démenti cette stupidité.

disette d'argent aigue. »

Le recul des prix a amené aussi de grandes difficultés intérieures. Les commerçants se refusent à prendre livraison des marchandises commandées à des prix élevés. C'est le cas en particulier de l'industrie textile, ce qui a amené la stagnation dans les affaires. L'Association Nationale d'expansion économique s'est crue obligée, le 10 décembre, d'en appeler à « la traditionnelle honnêteté » du monde des affaires français³⁸.

Tout ceci a peu aidé. Les affaires vont toujours plus mal, les nouvelles deviennent de semaines en semaines plus sombres. Au commencement de décembre, on parle d'un ralentissement sensible dans le commerce de détail et de la fin de l'afflux des commandes dans l'industrie. Il y a partout de grands stocks de marchandises. Vu l'incertitude des prix, tout le monde hésite à acheter.

Au début de janvier, la crise est déjà en plein développement :

« La diminution de l'utilisation de l'industrie se répartit d'une façon inégale sur les différentes branches. L'industrie du textile paraît être touchée le plus fortement. A côté de l'industrie de la soierie... c'est l'industrie lainière déjà obligée d'arrêter une partie de ses usines, qui souffre le plus des conséquences de la crise de revalorisation. Les périodes d'arrêt et le travail au ralenti sont également la règle dans l'industrie des cotonnades et du lin, car de nouvelles commandes n'arrivent que très parcimonieusement et les anciennes ont été petit à petit exécutées. Dans l'industrie dentelière on estime le travail au ralenti à 35 %. L'industrie des chaussures et des cuirs et peaux comptent de nombreuses usines arrêtées et les autres travaillent au ralenti. Dans la région industrielle parisienne, différentes industries de luxe et d'artisanat ont sensiblement restreint leur production. La confection parisienne, où le travail à domicile est très répandu, a pu relativement facilement diminuer sa production et l'adapter à la faible demande, néanmoins il lui a fallu renvoyer une partie des ouvrières. L'industrie verrière du Nord de la France a du mal à lutter contre la concurrence belge. Le manque d'écoulement l'oblige à fermer ses usines un ou deux jours par semaine. L'industrie de la production du fer a eu peu à souffrir des conséquences de la crise des débouchés. On en connaît les raisons : cartel d'acier européen et grève des mineurs anglais. Mais, comme les fonderies anglaises réapparaissent petit à petit avec leurs produits sur le marché mondial et que, d'autre part, le marché français est complètement arrêté, l'arrêt des feux de quelques hauts fourneaux paraît nécessaire. L'industrie de transformation du fer est, par contre beaucoup plus fortement touchée. L'exportation des machines semble cesser. L'industrie d'automobiles travaille dans des proportions très limitées. Les renvois d'ouvriers ne sont pas très nombreux, mais, par contre, il semble que le travail au ralenti soit généralement appliqué. Dans la région parisienne, cette industrie occupe à peu près deux cent cinquante mille ouvriers, dont environ quinze cents ont été déjà congédiés, tandis que le travail au ralenti est estimé à 7 à 8 % de la durée normale de travail³⁹. »

Tous les autres renseignements allemands et anglais sont semblables, cependant que la presse française s'efforce de diminuer les proportions de la crise.

Dans les statistiques de production et du commerce extérieur qui paraissent en retard, la crise s'est jusqu'à maintenant peu manifestée.

³⁸ *Le Temps*, 10 décembre 1926.

³⁹ *Gazette de Francfort*, du 14 janvier 1927.

Production en 1 000 tonnes				Commerce extérieur, (en millions de frs.)	
	Charbon ⁴⁰	Fer	Acier	Importations	Exportations
Août	5 500	814	704	5 235	5 543
Septembre	5 518	785	706	4 625	5 197
Octobre	4 569	816	742	5 106	6 103
Novembre	5 738	790	714	4 994	5 329
Décembre	5 945	---	---	5 123	5 195

Il en résulte le tableau curieux d'une exportation croissante jusqu'au mois d'octobre — en dépit de la hausse du cours du franc — avec une importation normale. Il s'agit là, sans doute, avant tout, des livraisons de commandes antérieurement conclues. La crise ne se reflétera entièrement dans ces statistiques que dans quelque temps⁴¹.

Le chômage

Depuis de longues années, la France enregistre, de nouveau, un sérieux chômage. On ne peut pas fixer exactement son ampleur; en France, il n'y a ni statistiques syndicales, ni statistiques officielles du chômage que l'on pourrait comparer aux statistiques allemandes ou anglaises. D'après les indications du ministère du travail⁴², huit (!) caisses municipales de chômage sur trente et une avaient commencé à fonctionner et sur 133 caisses rurales, 61 (!) fonctionnaient.

Le chiffre des chômeurs secourus par les caisses en fonction a été le suivant⁴³ :

Le 6 janvier 1927 17 178
Le 13 janvier 1927 27 952

Ces chiffres n'ont de valeur que comme signe du rythme de l'accroissement du chômage ; le chiffre réel des chômeurs est incomparablement plus élevé. La CGT indique, fin décembre, à la suite d'une enquête, 50 000 chômeurs seulement pour l'industrie du textile, 10 000 dans les cuirs et peaux. Dans *l'Humanité*, nous trouvons de nombreux détails sur des renvois d'ouvriers dans les usines citées par le Journal. Le chiffre de chômeurs doit déjà atteindre de 200 000 à 300 000.

Le chômage sert déjà à la baisse des salaires

« Une fabrique d'automobile – écrit le journal bourgeois l'Intransigeant, du 6 décembre – a réduit sa production... mais réembauche de nouveaux ouvriers à des salaires plus bas qu'autrefois »

Le rapatriement des ouvriers étrangers qui est assez sérieux, témoigne également du grand chômage ; dans la Hongrie de Horthy, on organise déjà de grands camps de « quarantaine » pour

⁴⁰ Avec la Sarre

⁴¹ Par contre, la crise se fait jour par une forte baisse des cours des valeurs étrangères et des actions indigènes- Le cours des valeurs françaises à intérêt fixe a par contre, subi actuellement une hausse en raison de la hausse du cours du franc

⁴² *Le Temps*, du 16 janvier 1927.

⁴³ Le secours de chômage est minime. C'est une aumône : 4 francs 50 par jour pour le père de famille, encore moins pour la femme et les enfants. Le maximum par famille est de 12 francs par jour

examiner au point de vue des conceptions politiques les nombreux ouvriers hongrois rapatriés et pour interner ceux qui sont suspects de bolchevisme !

Les recettes de l'Etat :

L'effet de la politique fiscale de Poincaré

Au cours des derniers mois, le bloc des gauches s'est reconstitué en France, malgré la participation de Herriot au gouvernement de Poincaré. Mais les chiffres des rentrées d'impôts démontrent la victoire complète de la politique financière de la grande bourgeoisie sur celle des éléments petits bourgeois du Bloc des Gauches.

Les recettes de l'Etat français se sont élevées⁴⁴ (en milliards de francs-papier) :

Recettes d'Etat

	<u>1925</u>	<u>1926</u>
Septembre	1,77	3,04
Octobre	2,89	5,02
Novembre	2,86	4,18
Décembre	3,62	3,84
Pendant les quatre derniers mois	<u>11,14</u>	<u>16,08</u>
Toute l'année	28,17	38,35

Au cours des quatre derniers mois il est rentré cinq milliards de francs de plus en impôts, mais, en réalité, les chiffres sont encore plus élevés car les recettes du monopole du tabac ne sont plus inscrites dans les recettes de l'Etat mais passent directement à la caisse d'amortissement. Comparée à 1925, la plus-value des recettes s'élève à 10 milliards de francs. L'accroissement en francs-or, il est vrai, est de beaucoup inférieur.

Pour démontrer le caractère social du régime de Poincaré, soulignons que sur les 10 milliards de plus value de recettes, 7,4 milliards proviennent d'impôts indirects et seulement de 2,6 milliards d'impôts directs. En décembre, les impôts directs constituaient un tiers, les impôts indirects 2/3 des recettes de l'Etat (sans les recettes du monopole du tabac). Ainsi le système fiscal français est entièrement retourné à la période d'avant-guerre.

Comme nous l'avons déjà mentionné, le gouvernement a réussi à rendre 2 milliards de francs à la Banque d'Emission. En outre, le gouvernement doit disposer d'une réserve en devises étrangères suffisante pour couvrir toutes les échéances de l'Etat à l'étranger pour 1927⁴⁵.

La caisse d'amortissement a arrêté l'émission de bons à terme de un à trois mois et acquitté ceux qui viennent à échéance, pour donner à la caisse une plus grande capacité de manœuvre. Le gouvernement, par contre, accepte des dépôts à 5% à un mois, un procédé un peu singulier qui aboutit à une inflation masquée⁴⁶.

Nous voyons qu'il y a encore une quantité d'imprécisions dans la politique des finances françaises.

⁴⁴ Les chiffres ont été puisés dans *Le Temps* du 16 janvier 1927.

⁴⁵ *Bulletin quotidien* du 7 janvier 1927.

⁴⁶ *Economist* du 28 décembre 1926.

Une nouvelle inflation n'ait nullement exclue⁴⁷, tant que la stabilisation ne sera pas appuyée par un grand emprunt à l'étranger ce qui, manifestement, ne sera possible qu'après la ratification des dettes interalliées. Le prochain affermage, signalé avec une grande certitude, du monopole français des allumettes au trust « suédois » (en réalité américain) doit évidemment servir de base pour un grand emprunt.

ALLEMAGNE

Une année d'essor ?

Une année d'essor, c'est le titre que donne la revue *Magazin der Wirtschaft* dans son rapport annuel à l'année économique 1926, pour l'Allemagne. Mais le même esprit, sont la plupart des études rétrospectives bourgeoises et social-démocrates. Mais le chiffre des chômeurs soutenus était alors :

Fin **1925** 1 486 000
Fin **1926** 1 745 000

Tandis que la presse bourgeoise parle ainsi d'une année d'essor, le chômage au nouvel an est sensiblement plus élevé que l'année dernière. Ce fut une année d'essor pour les capitalistes, une année d'aggravation de misère pour la classe ouvrière allemande.

Si nous considérons le développement de l'économie allemande en 1926 et en particulier le développement des cinq à six derniers mois, on peut parler réellement, du point de vue capitaliste, d'un essor. La production s'est élevée dans presque tous les domaines, mais le salaire est resté le même ; il y a donc eu une aggravation d'exploitation de la classe ouvrière et une augmentation de la plus-value. Les faillites sont retombées au chiffre d'avant-guerre. Les cours des titres en Bourse montrent, depuis une année, un mouvement de hausse presque ininterrompu. Le cours d'intérêt en banque a été abaissé dans les premiers jours de 1927 à 5 %. Nous donnons quelques chiffres qui illustreront ce développement.

Production du charbon, du fer et de l'acier

	Houille	Lignite	Coke	Fer	Acier
Moyenne mensuelle	Millions de tonnes		1 000 tonnes		
1925	11,1	11,6	2 168	858	1 016
1 ^{er} trim. 1926	11,1	11,7	2 079	679	852
2 ^e trim. 1926	10,9	10,4	1 966	708	916
3 ^e trim. 1926	12,9	11,5	2 100	832	1 101
Octobre 1926	13,5	13,2	2 390	935	1 174
Novembre 1926	13,5	12,8	2 570	983	1 257
Décembre 1926	---	---	---	1 065	1 303

Pour l'industrie des produits ouvrés, il n'y a aucune statistique, cependant il n'y a pas de doute que la production dans l'industrie des produits ouvrés s'est élevée dans les derniers mois.

⁴⁷ Le correspondant parisien de la Gazette de Francfort (15 janvier 1927) en trouve déjà un indice dans le fait que la livre sterling à terme est plus chère qu'au cours du jour.

La croissance d'exploitation des ouvriers

La surproduction dans l'industrie allemande fut atteinte avec un chiffre moindre d'ouvriers, grâce à une forte élévation de la productivité et avant tout, de l'intensité du travail. Quelques chiffres montrent l'élévation du rendement du travail face à l'année passée et face au temps d'avant-guerre.

Dans les mines de la Ruhr, il fut extrait par tête de tout le personnel mineur, en kilos de charbon :

1913	943
1925	946
Juin à septembre 1926	1 135

C'est une élévation en regard de l'année dernière d'environ 20 %.

Production de fer brut — La capacité journalière de production pour les ouvriers a monté (janvier 1925 = 100) en automne 1926, à 126⁴⁸ (64).

Production d'acier brut — Elle était en janvier, de 100 ; en automne 1926, elle a atteint 133, soit une élévation de 25 à 33 %

Industrie textile. — La Fédération des ouvriers textiles chrétiens d'Allemagne a fait, dans l'été 1926, une enquête dans les tissages et les filatures de coton.

Nous reproduisons les indications les plus importantes d'après la *Rote Fahne* du 23 décembre 1926 :

Filatures de coton

	Nombre d'entreprises touchées : 21	Augmentation
	—	—
	Nombre de fuseaux	
1914	654 234	
1926	737 016	82 782 = 12,5 %
	Nombre des ouvriers et ouvrières	
1914	13 624	
1926	13 906	282 = 2 %
	Nombre d'employés	
1914	639	
1926	895	256 = 45 %
	Nombre de directeurs	
1914	22	
1926	32	10 = 45 %

Tissages de coton

	Nombre d'entreprises touchées : 41	Augmentation
	—	—
	Nombre de métiers à tisser	
1914	20.914	
1926	21.964	1 050 = 5 %
	Moyenne de tours de métiers dans une minute	
1914	155	

⁴⁸ Les chiffres sont tirés du rapport de la Société de crédit d'Empire à Berlin.

1926	165	10 = 6,5 %
	Nombre d'ouvriers et ouvrières	
1914	16 542	
1926	16 980	438 = 2,6 %
	Nombre d'employés	
1914	874	
1926	1 168	294 = 33 %
	Nombre de directeurs	
1914	33	
1926	42	9 = 27,3 %

Nous déduisons de ces chiffres que l'élévation de la productivité du travail dans l'industrie lourde fut sensiblement plus grande que dans l'industrie textile, c'est probablement dû au fait que dans cette dernière aucune amélioration technique particulière n'a été introduite dans les derniers temps. Dans l'industrie lourde, au contraire la productivité des hauts fourneaux a monté extraordinairement. En 1913, 204 hauts fourneaux produisaient environ 10 % de moins d'acier et de fer que 104 hauts fourneaux en novembre 1926, donc une élévation de la production du double pour les hauts fourneaux.

Malgré cette intensivité accrue du travail, les salaires des travailleurs, d'après les statistiques bourgeoises sont un peu moins élevés qu'il y a un an. Le salaire hebdomadaire était en temps de travail régulier en moyenne (en partant de 100 en 1913) :

	Ouvriers qualifiés	Mancœuvres	Indice du coût de la vie
Octobre 1925	127,7	141,5	143,5
Octobre 1926	131,4	145,7	142,2

Si on considère la tendance de ces statistiques bourgeoises à représenter la situation de la classe ouvrière de façon plus favorable on peut dire que le salaire réel des ouvriers n'est pas plus élevé aujourd'hui qui y a un an, que de l'élévation de la productivité et de l'intensité du travail il n'y a pas la moindre part pour la partie de la classe ouvrière allemande qui travaille, sans compter les masses formidables de chômeurs chroniques.

On doit toujours se demander comment ce développement doit finir. Il y a également la question des effets de la rationalisation et la question de la formation future du sort de la classe ouvrière allemande

Frédéric Naphtaly, un des écrivains bourgeois qui se rapprochent le plus des socialistes, écrit, dans la *Frankfurter Zeitung* du 28 décembre 1926, sur ce problème :

« La rationalisation libère toujours au début des forces de travail là où l'on l'applique. Mais elle se convertit quant au prix de revient en une baisse de prix, elle mène à un élargissement des possibilités de vente, et, par suite, à une élévation de la production totale, et cette élévation de la production totale absorbe à nouveau les forces de travail rendues libres. Le rythme par lequel s'accomplit le procès de la conversion de rationalisation en une diminution des prix et en production élargie est peut-être le facteur le plus essentiel des phénomènes de crise sur le marché au travail »

Mais le fait, c'est que la rationalisation se poursuit dans des conditions qui empêchent une baisse de prix

1° parce que la partie prédominante de la production industrielle allemande se développant en organisations de monopoles, le principal stimulant pour l'abaissement des prix n'existe plus;

2° Jusqu'à maintenant, les droits protecteurs élevés se sont opposés et s'opposent à une

diminution de prix qui, premièrement, exclut la concurrence de la production étrangère du marché allemand, et, deuxièmement, élève la rente foncière dans la direction des droits agraires et élève artificiellement les prix. C'est pourquoi nous voyons que l'indice total des prix a changé à peine dans une année. Pendant que les prix des produits agraires, par suite des droits agraires, sont montés de 10 % dans les prix des marchandises manufacturées, on constate une petite baisse de prix de 6 %. Cette petite diminution des prix n'est pas susceptible de provoquer dans les conditions du marché des changements radicaux quelconques susceptibles d'absorber les masses sans travail.

Indice du commerce de gros du Bureau de Statistiques d'Empire

(1913 = 100)

	Indice total	Produits agraires	Marchandises manufacturées
Décembre 1925	139,5	130,7	135,8
Juillet 1926	133,1	128,7	128,4
Septembre 1926	134,9	134,1	129,9
Octobre 1926	136,2	139,7	128,5
Novembre 1926	137,1	142,8	128,3
Décembre 1926	137,1	143,8	128,4

Le chômage

Le chômage qui, depuis février 1926 montrait une tendance déclinante, est de nouveau monté rapidement, et, en novembre, il a été plus grand de nouveau qu'il y a un an. Le chiffre de chômeurs secourus est le suivant :

1925	1926					
Décembre	Février	Juin	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
En 1 000						
1 486	2 057	1 652	1 395	1 308	1 369	1 745

Le nombre réel des chômeurs est naturellement beaucoup plus important. En dehors des chômeurs secourus le *Reicharbeitsblatt* du 15 novembre annonce 124 000 ouvriers occupés à des travaux publics. En outre, le nombre des indigents et de ceux qui ne reçoivent aucun secours monte à plusieurs centaines de mille. Certainement, le nombre des chômeurs au commencement de l'année atteint 1 million⁴⁹. D'après les statistiques de l'Institut de Conjoncture sur le nombre des chômeurs des syndicats, la moyenne de chômage est de 200 000 à 300 000.

La bourgeoisie s'accommode facilement avec le fait d'un grand chômage et fonde ses espérances sur la situation généralement favorable de la bourgeoisie et les tendances à l'amélioration de l'économie. Nous voulons donner quelques chiffres des rapports de la société de crédit d'Empire. La formation du capital allemand s'élevait (d'après les valeurs actuelles, en milliards de marks-or :

En 1923 à 11,9
 En 1925 à 6,9
 En 1926 à 6,3

« D'après cette évaluation, la formation actuelle de ce capital atteint environ la moitié du chiffre d'avant guerre »

⁴⁹ Le chiffre de ceux qui cherchent du travail dans les bureaux de placement officiels s'élevait au 15 décembre à 2 007 435.

Les dépôts de caisse d'épargne sont montés, dans les premiers dix mois de 1926, en moyenne, de 110 millions mensuellement. Le montant de l'épargne est estimé, en 1926, à plus de 3 milliards de marks, près du double de 1925.

L'émission de titres à l'intérieur en 1926, l'éleva à 4 316 millions de marks-or, le quadruple de l'année précédente.

« L'activité de l'émission fut en cette année, plus grande que jamais depuis la stabilisation et se retrouve, en considérant la dévalorisation de l'argent, à peine guère plus faible que la moyenne des dernières années d'avant guerre, si l'on tient compte de la diminution du territoire »

Dans les neuf premiers mois furent émis en Allemagne, pour l'étranger, 31 millions de marks de titres. Donc, recommencement de l'exportation de capitaux, quoique dans une mesure extrêmement modeste, puisqu'en 1913-1914 des titres d'un montant de 751 millions furent émis en vue de l'exportation du capital en Allemagne. A ce modeste capital d'exportation se trouve opposé un capital importé de 1 778 millions de marks. La rentrée des emprunts extérieurs fut, cette année, presque d'un demi-milliard plus grande qu'en 1925. Malgré cela, on affirme qu'une exportation de capitaux d'environ un milliard de marks a été réalisée en 1926 Ceci surtout sous la forme que l'industrie allemande est passée pour son exportation, cette année, à un crédit de trois à douze mois et exceptionnellement avec des échéances encore plus longues. Outre ces signes d'une amélioration réelle de la situation économique de l'Allemagne, deux facteurs agissent encore plus fortement dans un sens optimiste sur la bourgeoisie allemande.

I — le recul très accentué des faillites et des concordats depuis mars 1926. Au mois de décembre, il y a eu seulement 446 faillites et 119 concordats. Le chiffre est bien moins important qu'en 1917 où environ huit cent faillites avaient lieu mensuellement.

[II —] Le deuxième facteur est la hausse ininterrompue de tous les titres, avant tout des actions des entreprises industrielles au cours de 1926.

Cette forte progression des cours exprime, d'une part, l'exploitation renforcée de la classe ouvrière, la production de plus-value augmentée, d'autre part, le fait que le taux d'intérêt pour le capital prêteur a diminué continuellement au cours de l'année, ce qui s'exprime également en une hausse du cours des actions, comme aussi des titres qui rapportent intérêt. Mais, en outre, il y a un fort élément spéculatif. Cela se montre mieux quand on compare le cours d'intérêt réel des actions des différentes entreprises. Le cours réel montait à la fin de 1926 :

Pour les obligations, le crédit foncier et crédit industriel rapportant intérêt	7-8,15 %
Pour les actions, en prenant le dernier dividende comme base : I G industrie colorante :	3,1 %
Naphte allemand	2,3 %

Une série d'entreprises qui, l'année dernière, ne payaient aucun dividende se trouvent aujourd'hui fortement au dessus du pair :

Dynamite Nobel	154
Koeln Rottweil	158
Schering	230
Rutgerswerke	132
Holzmann-Bauindustrie	163
Deutsch-Luxemburg	170
Gelsenkirchen	172
Harpener	190

D'autre part, nous trouvons des entreprises qui donnent en intérêt de plus de 8 %, comme, par

exemple :

Caoutchouc Continental	8 %
Miag Mulhenbetrieb	8,1%

Ces chiffres montrent le caractère fortement spéculatif de la hausse en Bourse de l'année dernière. Les bénéfiques qui à la suite de la formation renforcée des trusts doivent être atteints à l'avenir, sont prélevés déjà dans le cours des actions. Ce fait montre également, lui aussi, la tendance fondamentale du développement en Allemagne dans les derniers temps : elle est favorable pour les capitalistes et se fait aux dépens des ouvriers et de la petite-bourgeoise.

La formation des monopoles

La tendance à la formation de monopoles a fait dans les derniers mois de grands progrès. Il a surgi toute une série de nouveaux cartels, ainsi un cartel de fabriques de wagons, de grosses fusions dans la navigation et les chantiers de navigation, une union des fabricants de machines rotatives, etc.

Le développement particulier suivant est d'importance. Il s'accomplit un double mouvement : d'un côté les entreprises de la même branche d'industrie se soudent horizontalement en cartels ; d'autre part, à l'intérieur du cartel se poursuit une trustification des entreprises isolées, de telle sorte que quelques trusts commandent tout le cartel. Le type de ce développement est le syndicat de l'acier qui, dans les derniers mois possède déjà aujourd'hui presque la majorité dans le cartel de fer et d'acier par l'union des entreprises de l'Allemagne centrale : Linke-Hoffmann, Lauchhammer avec la société de l'acier de l'Allemagne centrale et par l'adjonction de quelques autres entreprises. Il s'accomplit une double formation de monopoles, une domination du cartel par des entreprises trustifiées au sein de la branche d'industrie. On peut observer ce même développement dans le cartel de la potasse où deux trusts luttent actuellement pour la domination du cartel.

L'économie paysanne

Les estimations officielles définitives de la récolte allemande montrent en 1926, que la récolte reste considérablement en arrière de la récolte de 1925 et encore plus de celle d'avant-guerre. Les chiffres calculés sur le territoire actuel sont les suivants :

1 000 tonnes	1925	1926	1911-13
Froment	2 598	3 217	3 763
Seigle	6 406	8 063	9 585
Avoine	6 325	5 585	7 680
Orge	2 131	2 282	2 870
Betterave	10 495	10 326	13 986
Trèfle	8 589	9 051	7 535
Luzerne	1 699	1 515	1 193
Prairies d'irrigation	1 627	1 635	2 110
Autres prairies	21 631	20 968	20 579

À l'intérieur de l'économie paysanne, la différenciation paraît progresser à un rythme assez fort. L'élévation des droits agraires et la réintroduction du système de la feuille d'exportation ont poussé à la hausse du prix des céréales et fait naître en Allemagne le phénomène « des ciseaux » retournés. Ceci est surtout en faveur des gros propriétaires et riches paysans qui, en dehors du fort chômage actuel, abaissent systématiquement les salaires et accroissent leurs profits par l'utilisation d'ouvriers polonais à meilleur marché.

Au contraire, la situation des petits paysans paraît être très défavorable, le *Bergwerkszeitung*,

du 2 novembre 1926 écrit sous le titre « Chiffres émouvants », ce qui suit :

« Dans les six derniers mois, dans la province de Brandebourg, 138 propriétés paysannes ont été vendues aux enchères faute de capacité de paiement de leurs possesseurs. Dans la province de Saxe, c'est encore pire. Dans un seul des 39 districts, le district d'Oschersleben, c'est dans 65 établissements agricoles qu'on a vu les propriétaires mis à la porte de leurs fermes pour défaut de paiement ».

Ce ne sont que quelques chiffres ; les chiffres globaux ne pourront être évalués qu'à la publication du prochain annuaire statistique.

Le commerce extérieur

Le commerce extérieur de l'Allemagne est devenu passif dans le dernier semestre. L'exportation a été assez élevée dans les derniers mois, mais l'importation est montée dans une mesure encore plus forte :

Commerce de marchandises net en millions de marks

1926	(valeur actuelle)		
	Importation	Exportation	Différence
1 ^{er} trimestre	2 014,3	2 501,4	+ 487,1
2 ^e trimestre	2 217,8	2 267,8	+ 50,0
3 ^e trimestre	2 672,1	2 494,6	— 180,3
Octobre	990,1	879,8	— 110,3
Novembre	999,7	876,3	— 123,4
Décembre	1 059,5	832,5	— 227,0

Si on sépare le commerce extérieur en denrées alimentaires, matières premières et marchandises d'exportation, il en résulte que les bénéfices de l'industrie d'exportation sont devenus moindres dans les derniers mois. Le bénéfice d'exportation de l'industrie exportée montre depuis mars un mouvement descendant t permanent. Nous reproduisons la statistique suivante :

Les bénéfices d'exportation de l'industrie exportée a atteint :

En janvier	243,8	En juillet	211,8
En février	282,4	En août	196,5
En mars	442,6	En septembre	156,1
En avril	294,2	En octobre	101,3
En mai	256,8	En novembre	82,2
En juin	188,9		

« L'exportation industrielle a peu changé et monta en moyenne à 700 millions de marks environ ; l'importation, au contraire, a passé, de février à mai, de 400 millions de marks à 624 millions de marks »

Avec cela, la question d'une plus large structure de l'économie allemande est posée. Nous nous étions occupés dans notre dernier rapport très exactement de cette question et nous en étions arrivés à la conséquence que seulement ou bien un développement rapide de l'économie allemande par rapport à ses concurrents, ou un essor général de l'économie mondiale permettra à l'Allemagne de procurer par l'élévation de son industrie d'exportation les subsistances nécessaires à sa population croissante et de payer le coût des réparations. Aussi favorable que puisse paraître le développement de l'économie allemande en 1926, il n'est pas décisif pour la résolution de ce problème fondamental de l'économie allemande. Au contraire, les chiffres précités prouvent que l'Allemagne n'a pas réussi à accroître sa participation à l'exportation industrielle du monde et qu'elle fut refoulée même dans les

derniers mois de façon assez sensible.

De cette situation résulte un manque de clarté dans les efforts politiques et économiques de la bourgeoisie allemande. Un moment, une partie de la bourgeoisie allemande hésita, se demandant s'il ne serait pas plus convenable à la place d'une alliance entre l'industrie et l'économie paysanne pour une protection douanière commune d'attaquer la diminution des droits agraires en vue d'une baisse de salaires et de l'élévation de la capacité d'exportation de l'industrie allemande. Cependant, on semble avoir laissé tomber de nouveau cette idée dans ces derniers mois. D'autre part, de fortes différences existent à l'intérieur de l'industrie en ce qui concerne le traitement du problème du travail : une partie des industries veut abaisser sous une forme quelconque la communauté du travail avec les syndicats et la collaboration avec les social-démocrates pour maintenir avec leur aide les salaires à un niveau correspondant aux besoins de profits des capitalistes allemands. Une autre partie de la grande bourgeoisie voudrait revenir aux méthodes d'avant-guerre de la non reconnaissance des syndicats et au système des communautés de travail, c'est-à-dire aux entreprises de syndicats jaunes (Company Unions). Une même insécurité règne dans la question des emprunts extérieurs. Tandis que Schacht s'est prononcé, avec son autorité, contre l'acceptation d'emprunts extérieurs « pour des buts improductifs », d'autres économistes, par exemple, dans la *Frankfurter Zeitung* du 23 octobre 1926, Julius Hirsch, sont d'avis que le point de vue de l'admission d'emprunts extérieurs pour l'Allemagne est favorable également du fait que le profit réalisable de l'intérieur du pays avec le capital importé est supérieur aux intérêts payés à l'étranger. Mais la question des transferts est l'affaire d'agents de transfert et non des capitalistes allemands.

Les crises gouvernementales qui se succèdent rapidement sont l'expression du fait que les classes dominantes allemande cherchent avec inquiétudes et en tâtonnant la voie de leur politique économique.

Le problème de l'économie allemande n'est solutionné en aucune façon et le fort accroissement du chômage à la fin de l'année montre que si les affaires vont mal pour la bourgeoisie allemande comme un tout, la bourgeoisie a tout de même passé une année favorable.

ITALIE

L'Italie se trouve actuellement au commencement de la crise de stabilisation. Le cours de la lire est, de fin août à fin octobre, monté à 33 % environ. La livre coutait en août 150 liras, tomba jusqu'au nouvel an à 100 et oscille présentement autour de 110 (21 janvier, 112). De quelle manière la hausse de la lire fut atteinte, ce n'est pas clairement établi. Le gouvernement fasciste pense que la hausse du cours de la lire est une conséquence naturelle de la situation financière et économique saines de l'Italie, et que la dépréciation en été 1926 fut seulement un phénomène parallèle à la chute du franc français. Sur les mesures concrètes que le gouvernement italien a prises pour soutenir la lire (cession du fonds Morgan à la Banque d'Italie, avances de l'Etat à la Banque), nous nous sommes exprimés dans notre dernier rapport. Comme autres mesures, signalons : restrictions des crédits commerciaux et, d'une façon générale, tentative d'étranglement de la circulation des billets.

La circulation des billets s'est développée dans les dernières années comme suit⁵⁰ :

⁵⁰ *Boersen Courier* du 29 décembre 1926.

	Billets de banques		Argent d'Etat	Total
	Compte de commerce	Compte d'Etat		
Fin 1922	9 935	8 077	2 267	20 279
Fin 1923	9 492	7 754	2 428	19 674
Fin 1924	10 871	7 244	2 400	20 514
Fin 1925	12 287	7 062	2 100	21 450
Fin octobre 1926	12 921	4 229	1 880	20 030

La diminution de la circulation des billets est, comme les chiffres l'indiquent, insignifiante. Mais des grandes masses de billets de banques auraient été, dit-on, thésaurisées par la population dans l'attente d'une hausse ultérieure des cours. Ces thésaurisations seraient montées à trois milliards de lires⁵¹.

L'amélioration et la stabilisation du cours de la lire sont motivées par une organisation avantageuse du budget des finances et du bilan des paiements. D'après les déclarations du ministre des Finances italien Volpi, le budget des finances a pris la forme suivante (d'après les années financières finissant au 30 juin) :

Budget dans les dernières années

Année financière	Recettes	Dépenses	Excédent (+) Déficit (-)
1922-23	18 803	21 832	- 3 029
1923-24	20 581	20 999	- 418
1924-25	20 440	20 023	+ 417
1925-26	21 043	18 775	+ 2 268

Ces chiffres sont manifestement erronés.

Que la situation des finances italiennes est loin d'être aussi favorable qu'on l'expose officiellement, la création de ce qu'on a appelé l'emprunt des Lictors en est une preuve. Ce fut à proprement parler un emprunt forcé. Ce ne furent pas seulement les instituts financiers qui furent obligés d'utiliser une partie de leurs ressources pour la souscription, mais il fut exercé sur la population une véritable terreur pour assurer les souscriptions. Dans les écoles les enfants furent obligés de souscrire 100 lires par tête ; aux fonctionnaires, aux employés et aux ouvriers on extorqua dans ce but une partie de leurs émoluments, on exerça sur les marchands une très forte pression et, malgré tout, il ne fut pas souscrit plus de deux milliards de lires.

Le lancement de l'emprunt forcé fut conditionné par la situation très gênée de la caisse d'Etat italienne. Au cours des derniers mois, la somme des bons à court terme, présentés au remboursement, dépassa de beaucoup la somme des nouvelles souscriptions et des prolongations. Le ministre des Finances fut contraint de reconnaître l'existence d'un danger « continu, latent ».

« Une situation imprévue ou un caprice des crédateurs parut, dans cette situation, mettre le désordre dans la caisse de l'Etat »⁵².

Il semble donc que la situation financière de l'Etat n'est nullement aussi favorable qu'elle est présentée dans les rapports officiels⁵³.

⁵¹ *Frankfurter Zeitung* du 9 décembre 1926.

⁵² Cité par l'*Information* du 5 janvier 1927

⁵³ D'après une information privée la caisse de l'Etat avait au jour de l'attentat sur Mussolini 60 millions de lires en sa possession.

En ce qui concerne le bilan commercial, cette situation se présente dans les dernières années comme suit :

Bilan du commerce dans les dernières années

(En millions de lires-papier)

	Importations	Exportations	Différence
1922	15 765	9 302	- 6 463
1923	17 189	11 086	- 6 103
1924	19 388	14 318	- 5 070
1925	26 173	18 276	- 7 897
1926 (9 mois)	20 076	13 032	- 7 043

Nous déduisons de cela que le déficit de bilan du commerce extérieur, d'après les chiffres officiels, est en croissance.

Les conséquences de la stabilisation

Les conséquences de la stabilisation se manifestent surtout dans un manque assez grand de capital portant intérêt.

Le taux officiel de l'escompte est resté invariablement à 7 % ; la Banque d'Italie réduit ses affaires d'escompte de plus en plus par un choix fait qualitativement. L'escompte privé a atteint, au contraire, de hauts cours — jusqu'à plus de 10%⁵⁴.

A cette évolution correspond la chute des cours extraordinairement forte des titres italiens. Quelques exemples :⁵⁵(71)

Mouvement des cours des titres italiens

	Valeur nominale	Février 1926	Décembre 1926	Dernier dividende
Banque d'Italie	600	1 964	1.800	60
Banque du commerce	500	1.600	930	65
Banque de crédit italienne	500	1.008	604	50
Société de navigation maritime générale italienne	500	835	504	50
S.N.I.A. Viscosa (soie artificielle)	200	455	128	25
Montecatini (engrais chimiques)	100	296	178	18
Fiat (automobiles)	200	555	310	30
Edison (électricité)	300	880	490	42
Ligura Lombarda (sucre).	200	799	430	24
Beni Stabili (bâtiment)	200	1.183	550	30

L'index établi par le professeur Bachi du cours des actions industrielles – décembre 1913 = 100 – montre encore avec une plus grande netteté la forte chute du cours des actions industrielles pendant la dernière année :

⁵⁴ *Wirtschaftsdienst* du 19 novembre 1926.

⁵⁵ *Economist* du 8 janvier 1927.

Mouvement des cours des actions industrielles

	Coton	Laine	Soie	Automobiles	Electricité	Produits chimiques
Décembre 1925	1 391,9	442,6	1 014,8	898,8	196,3	178,8
Juin 1926	1 098,6	311,8	718,7	807,0	173,0	157,8
Septembre 1926	928,1	338,0	517,2	639,7	169,3	135,7
Octobre 1926	763,3	345,4	366,9	501,1	154,9	116,3
Novembre 1926	780,2	352,6	357,3	510,3	154,2	115,4

Ce tableau montre que ce sont précisément les actions de l'industrie typique d'exportation : coton, soie, automobiles, qui ont subi une forte chute des cours

Depuis lors, les cours sont tombés encore plus bas, de telle façon que les valeurs industrielles rapportent d'après le dernier dividende, plus de 10 pour cent. La chute du cours a une double cause : 1° Le manque d'argent ; 2° l'aggravation de la conjoncture arrivée à la suite de la stabilisation. Des statistiques ne sont pas encore données là-dessus, mais il y a une série de chiffres particuliers. L'industrie italienne, grandement développée par l'inflation, les bas salaires et les faveurs particulières de l'Etat, devra maintenant fournir la preuve, comme l'industrie française, de sa capacité de vie, dans la situation d'une devise stable. La crise de stabilisation s'est déjà fait fortement sentir.

Le chiffre des chômeurs officiellement déclarés, augmente rapidement. Voici les chiffres (en milliers) :

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre
83	80	83	89	113	149

Le chiffre réel des chômeurs doit être bien plus grand. Sur une très longue échelle, au lieu du renvoi des ouvriers, on applique la diminution du temps de travail.

« La crise économique s'est aggravée dans les derniers temps. Les industries du coton et de la soie ont décidé la limitation du travail. Dans les autres branches industrielles, comme dans l'industrie automobile (Fiat), dans l'industrie de la gomme (Pirelli), on a renvoyé des ouvriers, ou réalisé la diminution du travail. La seule industrie qui est encore réellement bien occupée est l'industrie du carénage, grâce à la politique de soutien de l'Etat », écrit le journal fasciste *Daz*, du 6 janvier 1927.

La *Bergwerkzeitung*, également pro-fasciste, écrit, le 5 janvier 1927 :

« Renforcement de la crise de l'économie italienne. Le Congrès des filateurs de coton lombards a décidé la fondation d'un cartel du coton italien qui doit écarter la forte surproduction et mettre la production et la consommation dans un rapport correspondant. Dans ce but, on prévoit l'introduction du travail au ralenti, comme cela existe déjà dans l'industrie automobile. En même temps, les représentants de l'industrie de coton lombarde ont demandé à Mussolini de vouloir bien prendre des mesures pour éviter une grave catastrophe économique. Le ministère de l'économie a élaboré un décret qui prévoit, dans toute la mesure possible, l'évincement de la concurrence étrangère. Pour tous les travaux, l'industrie italienne doit être favorisée en toutes circonstances. »

D'après les rapports du *Daz* depuis deux mois, la crise a atteint aussi la production du fer, de l'acier et des laminoirs (4 janvier 1927). Au 30 décembre 1926, le syndicat des filatures et tissages de laines a pris la résolution d'abaisser le temps de travail de 48 à 40 heures.

La bourgeoisie industrielle italienne renonce bien à regret à l'élévation favorable de sa capacité de concurrence à l'étranger, que lui assurait l'inflation lente. C'est pourquoi elle essaie de faire changer la politique monétaire de Mussolini.

Plusieurs députations de groupes industriels accoururent dans les derniers temps de la Haute Italie vers Mussolini et ils ont remporté l'impression que le dictateur ne se refuse pas à la nécessité, que la valorisation de la lire ne peut pas être le seul but de la politique économique mais qu'elle doit être limitée par d'autres nécessités comme l'exportation et la création de capitaux à l'étranger »

Ce qui veut dire de façon plus simple : Que Mussolini est disposé à céder à la pression des industriels italiens en ce qui concerne le taux du change. Peut-être que la baisse du cours de la lire qui s'est produite dans les deux premières semaines de la nouvelle année, a été une conséquence de cette pression.

Les prix suivent très lentement les changements du cours de la devise. Les salaires restent toujours loin en arrière de la hausse des prix, de sorte que le salaire réel des ouvriers italiens, d'après les chiffres officiels, certainement falsifiés, se trouvent de 10 à 20 pour cent au-dessous du niveau d'avant-guerre. Le tableau suivant qui est emprunté à la nouvelle revue mensuelle du bureau statistique explique les rapports entre la devise, les prix du commerce de gros, du commerce de détail et les salaires :

	Valeur or de la lire	Prix du commerce de gros	Prix du commerce de détail (1 ^{er} semestre)[sic]	Salaires
[1926 ?]		(1913 = 100)	(1914 = 100)	(1913 = 100)
Janvier	477,9	658,6	665,0	1 ^{er} trimestre 552
Avril	479,6	636,4	642	2 ^e trimestre 567
Juillet	575,7	676,7	649	---
Août	589,2	691,3	652	3 ^e trimestre 584
Septembre	528,1	682,8	647	---
Octobre	470,9	654,6	672	---
15 novembre	468,3	645,2	---	---

Nous tenterons, dans notre prochain rapport de traiter des résultats du régime fasciste quant aux rapports économiques, dans la mesure des possibilités, vu l'absence de documentation sûre.

ANGLETERRE

Battus, les mineurs anglais sont redescendus dans la mine. Les propriétaires des mines anglaises soutenus par toute la force du gouvernement Baldwin, apparemment neutre, soutenus par les chefs syndicaux de droite, ont atteint entièrement leur but.

1° La fédération des mineurs, en tant que centrale dans les pourparlers sur les conditions de travail, est écartée. Il n'y a plus de « tarif national », en maints endroits il n'y a même plus de tarif de district.

«Les ouvriers sont forcés de travailler dans des conditions dictées unilatéralement, affichées aux différents puits de mines et les propriétaires de mines se sont refusée à discuter avec les légitimes représentants des ouvriers », écrit le secrétaire des mineurs de Kent⁵⁶.

2° Le temps de travail a été partout prolongé, soit d'une heure, ou dans les districts les plus riches d'une demi-heure.

3° Les salaires n'ont pas été réduits provisoirement dans la plupart des districts ou l'ont peu

⁵⁶ *Daily Herald*, 7 janvier 1927.

été⁵⁷.

Les chefs de syndicats, politiciens, socialistes, bourgeois et capitalistes hypocrites, déclarent unanimement que la cause de la défaite a été la mauvaise direction des mineurs. S'ils avaient accepté le rapport de Samuel, ils auraient eu de bien meilleures conditions ! C'est une cynique altération des faits. Le rapport de Samuel avoue même qu'avec l'acceptation de ses projets, la majorité des mines anglaises devraient travailler sans profit, une autre partie même avec perte. Qui a le courage de prétendre que le capital charbonnier anglais se serait accommodé à la longue de travailler sans profit ou même avec perte ?

Le résultat de la « bonne direction » aurait été que les mineurs n'eussent pas été battus dans la lutte, mais qu'on leur aurait dicté les mêmes conditions par paliers, dans le même temps et sans luttes. La situation de l'industrie minière anglaise est si difficile que même par l'aggravation continue des conditions de vie de la classe ouvrière, il est douteux — comme nous l'avons déjà expliqué dans la partie générale — que les mines anglaises soient devenues capables de concurrence sur le marché mondial.

Les mineurs anglais sont battus, mais non pas brisés. Malgré la défaite, la lutte des mineurs signifie un énorme progrès dans le révolutionnement de la classe ouvrière anglaise. L'illusion de croire que l'Etat et le gouvernement se trouvent au-dessus des classes a été détruite. Bien que la grève fut financée pour la plus grande partie par les secours des bureaux de bienfaisance accordés aux familles des grévistes, il est devenu évident pour chaque ouvrier réfléchi que le gouvernement ne fut impartial qu'en paroles, mais qu'en fait il a soutenu de toutes ses forces les capitalistes — comme cela est naturel.

La reconnaissance du caractère de classe du gouvernement bourgeois est le résultat le plus important de cette lutte formidable. Mais le prolétariat anglais doit passer encore par deux grandes expériences avant d'être mûr pour un parti communiste de masses et pour la révolution. Il met maintenant ses espoirs dans le bulletin de vote, dans une majorité du parti ouvrier, au prochain Parlement, dans un gouvernement ouvrier « qui ne soit pas seulement en fonctions, mais aussi au pouvoir ». Même les ouvriers de gauche honnête s — qui ne sont pas communistes — comptent là dessus. Cette espérance, cette idéologie du bulletin de vote ne peut être détruite que par l'expérience que la majorité parlementaire du Labour Party ne signifie aucun changement notable dans les rapports de la classe ouvrière avec la classe capitaliste ; par l'expérience que le Labour Party, dans lequel se trouvent des millionnaires comme Mosley, Baldwin junior et où des partisans officiels de l'harmonie des classes comme Macdonald, Thomas ont la direction, mèneront certainement, une fois au gouvernement, une politique pour les capitalistes et contre le prolétariat.

Mais aussi l'idéologie de la grève générale pacifique, l'idée de nombreux syndiqués conscients qu'une grève général pacifique honnêtement conduite est capable d'assurer la victoire sur les capitalistes, ne peut être dénoncée comme fausse que par l'expérience. C'est l'expérience qui doit montrer au prolétariat qu'une grève générale honnêtement conduite aboutit fatalement à un soulèvement armé, si on ne veut pas qu'elle soit condamnée de prime abord à la défaite.

Depuis un demi-siècle, le prolétariat anglais a vécu dans la situation d'une aristocratie

⁵⁷ Un résumé de tous les nouveaux contrats de district se trouve dans l'*Economist* du 11-12-26. Comme nous l'avons déjà expliqué, les conditions de salaires sont si compliquées qu'un lecteur non spécialisé ne peut en tirer exactement le montant de la diminution de salaire.

ouvrière. L'idéologie de cette période passée pèse lourdement sur l'esprit des ouvriers anglais. Il faut quelle soit surmontée par l'expérience de la lutte.

Le cri vers « la paix industrielle »

La bourgeoisie anglaise voit, malgré sa victoire, dans le conflit charbonnier, le danger du révolutionnement des ouvriers. D'où le mot d'ordre : « Paix industrielle ». Le mot d'ordre de lutte directe contre les syndicats, comme le souhaite Joynon Hicks, ministre de l'Intérieur, et chef de l'aile ultraconservatrice, fasciste, est provisoirement mis de côté. Le problème qu'il posa pendant la lutte charbonnière⁵⁸ :

« Qui doit gouverner la Grande-Bretagne et dans quels buts la Grande-Bretagne doit gouverner ? Dans l'intérêt d'une branche particulière de l'industrie et d'une classe particulière de la société ou dans l'intérêt de la nation considérée comme un tout ? »

fut mis de côté et le mot d'ordre de paix industrielle fut lancé.

Toute la presse capitaliste travaille fiévreusement à empêcher les ouvriers d'entreprendre de nouvelles luttes. Car les dépenses de la victoire furent trop grandes ! La lutte a coûté 100 millions de livres sterling. L'Angleterre fut évincée de ses marchés de débouchés. Le déficit du budget des finances, dans les neuf premiers mois, monte à 146 millions de livres sterling, 22 de plus que l'année dernière, le chiffre des chômeurs monte à 1,5 millions, celui des pauvres à près de 2 millions ! Dans l'exportation du capital, l'Amérique a dépassé l'Angleterre très facilement l'année dernière. Dans l'empire colonial anglais, il y a de grandes difficultés. En Chine, l'Angleterre a du retirer son pavillon à Hankéou et céder sa concession aux Chinois. La bourgeoisie anglaise a besoin de la paix, pour pouvoir conduire une politique extérieure active ; d'où la campagne pour la paix industrielle.

Elle est habilement menée. Le *Times*⁵⁹ publie les statistiques suivantes sur les journées de travail perdues par la lutte ouvrière par périodes de 6 ans :

	Millions de journées de travail
1900-5	16,8
1906-11	38,7
1912-17	71,6
1918-23	183,8
1924	8,4
1925	8,0
1926 (les neuf premiers mois)	125,0

Telles sont les pertes énormes de la « nation » dues à la lutte ouvrière.

Lord Weir fit accepter un projet⁶⁰ à la Chambre des Lords d'après lequel « l'amélioration de la situation en Angleterre doit provenir d'une plus vigoureuse compréhension de la propre responsabilité des employeurs, des employés et des syndicats ». Une propagande semblable est faite par les évêques, les savants, etc.

Naturellement les chefs des syndicats entrent aussitôt dans les vues des capitalistes. Eux non

⁵⁸ *Times* du 22 août. Discours aux fabricants de moteurs.

⁵⁹ *Times* du 9 novembre 1926.

⁶⁰ *Times* du 15 décembre 1926.

plus ne veulent pas de lutte. C'est pourquoi ils acceptent joyeusement les propositions des capitalistes, agissent activement pour l'union sacrée, pour une communauté de travail centrale. Nous voulons reproduire les deux exemples les plus marqués : Thomas écrit aux cheminots dans le numéro de décembre du *Railway Revue* :

« Vous vous trouvez en face d'une lourde responsabilité commune, celle de modifier votre important service public. Cela ne peut réussir que par un travail collectif, dans lequel chaque catégorie fournira le plein de ses efforts dans un réel esprit de collaboration ».

En échange, il invite les sociétés de chemins de fer à réintégrer les cheminots licenciés.

M. Henderson commence déjà les démarches d'organisation. Dans son discours du 11 janvier 1927⁶¹, il propose que le président des ministres fasse entendre au président du parlement de conduire le présidium dans une conférence qui devrait comprendre les représentants du Conseil national (conseil des syndicats, Labour Party) et de l'organisation centrale des employeurs (confédération nationale d'association d'employeurs). Cette conférence devrait se concerter sur toute la situation industrielle d'une manière qui n'engage à rien et décider si une « nouvelle machinerie » ne serait pas utile pour régulariser les rapports entre capitalistes et ouvriers. Il croit que la question de la création d'une sorte d'organe permanent, d'un conseil économique ou un parlement de l'industrie est mûr pour la discussion.

Ainsi une « communauté centrale de travail » d'après toutes les règles. Henderson, Thomas et Cie savent comment on peut satisfaire les désirs de la bourgeoisie.

Optimisme pour l'avenir

Malgré la grave situation économique, la presse capitaliste affiche un grand optimisme pour l'avenir. Les rapports de l'année s'accordent sur ce ton. L'*Economist* intitule son article de nouvel an « Une année de bonne conjoncture ». La grève du charbon a coûté au pays 400 millions de livres sterling. L'économie a reculé d'un an. Mais l'année prochaine sera meilleure. Mais 3 conditions doivent être remplies :

1. Paix dans l'industrie et travail collectif dans la maison ;
2. Paix et stabilité dans le monde extérieur ;
3. Une base économique sûre pour le commerce entre nations.

Mais, mais ! la conclusion de l'article est une jérémiade :

« D'année à année depuis l'armistice, paraissait être établie la base pour un progrès durable, mais toujours survint une calamité inattendue. Aujourd'hui, c'est de nouveau le cas et nous voulons voir si la fatalité nous poursuit encore ou si l'année 1927 sera enfin une année où aucun éclair ne abattra sur nous du ciel serein ».

Les phénomènes du capitalisme décadent, mourant, paraissent au meilleur organe de la bourgeoisie mondiale comme des incidents désagréables et inexplicables.

⁶¹ *Daily Herald* du 12 janvier 1927.

Aucune raison d'optimisme

Les mois prochains apporteront certainement une meilleure marche des affaires pour l'économie anglaise. Le grand manque de production de la période de grève en charbon, fer, acier et industrie métallurgique doit être rattrapé en partie. Une certaine amélioration se montre dans la construction de navires ; quelques nouveaux ordres sont passés Mais si ceci suffit pour rétablir l'équilibre de l'économie anglaise, il faut en douter. Depuis des années, les profits de l'industrie anglaise se meuvent sur une ligne descendante. Le tableau suivant est de grand intérêt.

Profits des sociétés par actions sur le capital versé⁶² (en pourcentage)

	Moyenne			
	1920-23	1923-24	1924-25	1925-26
Charbon, fer, acier	5,1	4,8	2,6	2,3
Construction de machines	10,6	6,5	5,5	6,9
Industrie électrique	8,8	6,8	9,9	10,3
Appareillage électrique	8,2	13,3	11,9	11,2
Coton	8,1	12,2	12,6	7,9
Laine	8,0	10,1	6,1	1,9
Navigation	8,6	5,6	6,3	5,0
Industrie chimique	9,4	11,2	11,2	11,6
Savon	8,4	9,7	9,7	9,7
Plantations de caoutchouc	2,0	5,5	8,3	28,5
Thé	16,4	33,2	38,2	42,1
Pétrole	27,8	9,9	13,4	13,1
Brasseries et distilleries	15,6	15,2	19,2	17,1

Dans l'appréciation de ce tableau, il faut tenir compte que beaucoup d'entreprises avaient trop noyé leur capital dans la haute conjoncture d'après la guerre. Néanmoins, le tableau montre clairement la prospérité de l'industrie électrique et de l'industrie chimique ; les énormes profits des sociétés coloniales (caoutchouc et thé) et la décadence des vieilles industries anglaises : charbon, fer, textile.

Provisoirement le chômage continue fortement.

Chiffre des chômeurs annoncé par le ministère du travail

	Chômeurs	Pourcentage des assurés	Pourcentage des organisés syndicaux
Novembre 1925	1.243.087	10,4	11,0
Avril 1926	1.093.829	9,2	10,0
Juin 1926	1.751.133	14,6	12,9
Septembre 1926	1.648.322	13,7	13,6
Octobre 1926	1.635.886	13,6	13,6
Novembre 1926 ⁶³	1.496.100	13,5	13,2
Décembre 1926 ⁶⁴	1.495.800	11,9 ⁶⁵	12,2

Dans ces chiffres ne sont pas compris les mineurs qui n'ont pas encore trouvé de travail, les non-secourus, les jeunes. Le chiffre des chômeurs secourus est pour le début de l'année plus grand

⁶² *Times*, 1^{er} novembre 1926.

⁶³ *Times*, 29 novembre 1926.

⁶⁴ *Times*, 3 janvier 1927.

⁶⁵ *Times*, 20 décembre 1926.

qu'il n'était depuis 1922. Le chiffre réel des chômeurs atteindrait 2.000.000 sur un chiffre total d'ouvriers d'environ 15 millions. A cela vient s'ajouter la masse des indigents, leur nombre atteignait⁶⁶ :

Au commencement de janvier	1.439.810
Fin octobre	2.249.816
Fin novembre	2.175.097

La forte augmentation est la conséquence de la grève des mineurs et va partiellement s'atténuer. Si nous comptons seulement le minimum : 1,5 million de chômeurs secourus, 1,5 millions de pauvres secourus avec leurs familles, c'est un armée de cinq ou six millions de personnes, le sixième de la population de la « joyeuse Angleterre », de l' « heureuse Angleterre » d'autrefois !

Le problème principal pour l'Angleterre est le même que pour l'Allemagne : comment le capitalisme peut-il procurer du travail et du pain à ses esclaves ouvriers ?

La bourgeoisie anglaise elle-même ne sait pas le chemin ! Les plus importantes branches industrielles sont fortement endommagées par la grève.

La production de charbon hebdomadaire a atteint en 1.000 tonnes :

Janvier	5.095
Février	5.401
Mars	5.338
Avril	4.900
Mai à octobre	500 ⁶⁷
Novembre	1.926
Décembre	4.306 ⁶⁸

Actuellement l'extraction atteint environ le niveau de l'époque d'avant la grève. Mais, avec les débouchés, s'élèveront bientôt des difficultés. Le charbon anglais, pénètre, il est vrai, de nouveau, jusque dans l'Allemagne du Sud, les deux premiers chargements sont armés en Allemagne le 6 janvier⁶⁹. Des offres ont été faites au sud de la Bavière. Mais sans l'évincement du charbon allemand, l'exploitation des mines anglaises ne peut progresser. Et les Allemands ne se laisseront pas évincer. La perspective est donc : arrêt des mines mauvaises, chômage de quelques centaines de millier de mineurs.

L'industrie du fer a commencé en décembre à rallumer les hauts fourneaux. Les chiffres suivants montrent le déficit de la production pendant la grève

<i>Production du fer et de l'acier</i>		
(1.000 tonnes)		
	Fer	Acier
Moyenne de mai 1925	528	626
Premier trimestre 1926	543	721
Avril 1926	548	672

⁶⁶ *Times*, 29 décembre 1926.

⁶⁷ Approximativement.

⁶⁸ Semaine finissant au 4 décembre : 3.226.100 ; au 11 décembre : 4.467.900 ; au 18 décembre : 4.878.900 ; au 25 décembre : 4.651.700.

⁶⁹ *Bergwerkszeitung* du 7 janvier 1927.

Mai	90	46
Juin	42	35
Juillet	18	33
Août	14	52
Septembre	12,3	96
Octobre	12,5	94
Novembre	12,7	97.5
Décembre	58	319

Combien est difficile la situation de l'industrie du fer, nous en avons déjà parlé dans la partie générale. Un cas tout à fait aigu c'est le moratorium de Armstrong, Whitworth, une entreprise qui joue en Angleterre le même rôle que Krupp avant la guerre en Allemagne. La firme, dont le capital actions et obligations, ainsi que la dette flottante, accuse 24,6 millions de livres, environ 500 millions de marks, a dû, à mi-décembre, pour éviter la faillite, demander un moratorium de cinq ans pour presque toutes ses dettes et leurs intérêts. La transaction sera poursuivie vraisemblablement avec l'aide de la Banque d'Angleterre.

Particulièrement difficile se trouve la situation de la troisième industrie de l'Angleterre, l'industrie textile : l'exportation diminue d'année en année, le travail au ralenti devient chronique. La tentative pour endiguer la concurrence dans les filatures de coton par la limitation du temps de travail hebdomadaire a dû être abandonné le 17 décembre 1926, après qu'on eut décidé encore le 3 décembre que de la semaine de vingt-quatre heures on passerait à la semaine de trente-cinq heures. Il a même été établi que les « recommandations » du comité — il n'a aucun droit d'appliquer des punitions⁷⁰ — ne sont pas observées par toutes les fabriques. On est allé à un état de choses anarchiste : chaque fabrique travaille autant qu'elle peut.

L'abandon du système de la journée de travail raccourcie a été depuis plusieurs mois propagé par Keynes qui reproche à l'industrie du coton et à l'industrie charbonnière que leur politique

« est construite sur un sophisme, sur la croyance que si les industriels tiennent jusqu'au bout, des temps « normaux » reviendront, dans lesquels ils pourront de nouveau espérer pouvoir occuper l'ensemble de leurs capitaux et leurs forces de travail à des conditions profitables »

C'est une erreur ! La politique du travail au ralenti qui dure depuis 1921 est stupide. Depuis ce temps, l'exportation du Lancashire se tient constamment entre 59 à 63% de l'exportation de 1913. Quoique la consommation du coton du monde ne soit pas tombée⁷¹.

Exportation de produits manufacturés
(en millions de mètres carrés)

1910	1920	1921	1922	1923	1924	1925
7.075	4.425	2.902	4.182	4.140	4.444	4.434

Ces chiffres sont remarquables et déprimants. Est-il juste de supposer que le critérium d'avant guerre soit « normal » et que les mêmes chiffres qui prédominent depuis 1922, sont « anormaux » et « passagers » ?

Est-il vrai que le Lancashire a souffert de causes internationales qui ont touché d'une égale

⁷⁰ *Wirtschaftsdienst*, n°12.

⁷¹ *Wirtschaftsdienst*, n°45.

manière tous les producteurs ?

Consommation totale de coton de toutes sortes

(en 1.000 balles)

Pour les années finissant le 31 juillet

1913	1921	1922	1923	1924	1935	1926
23 100	17 595	21 167	22 143	20 430	23 294	24 681

Les chiffres totaux de 1912 1913 et de 1925-1926 peuvent être analysés de la manière suivante

(En mille balles)

	1912-13	1923-26
Grande-Bretagne	4 274	3 022
Allemagne	1 728	1 148
France	1.010	1 179
Russie	2 509	1 752
Italie	789	1 037
Indes	2.177	2 064
Japon	1 588	2 816
Etats-Unis	5 786	6 395
Autres pays	3 149	5 268
Totaux	23 000	24 681

Ces chiffres montrent avec certitude que, au moins pendant les deux dernières années aucune interruption ne s'est produite dans la consommation mondiale du coton, mais, au contraire, un progrès salubre et que le Lancashire a subi des pertes définitives dans le commerce depuis la guerre, en partie parce que ses clients fabriquent davantage pour eux-mêmes, en partie, parce que le Japon s'est emparé de ses affaires. Le Lancashire n'abuse-t il pas quand il fait valoir d'autres explications ?

On s'explique aussi que le recul se borne exclusivement aux numéros grossiers, alors que dans les tissus fins — qui ont travaillé à plein — le Lancashire a maintenu ses positions. Les causes : salaires bon marché, longues journées de travail, 118 heures par semaine en deux équipes au Japon contre 28 heures hebdomadairement dans le Lancashire, avant tout moins de frais généraux à la suite du plein rendement. Comme facteur particulier, retour à la devise or en Angleterre.

Mais en France, en Italie, en Belgique, en Suisse, aussi on travaille à plein rendement.

« Le résultat, c'est que la mesure où on perd son commerce (toujours la fine production excepté) est limité seulement par la mesure où d'autres producteurs peuvent installer de nouveaux fuseaux »⁷²

Le coton bon marché actuellement donne au Lancashire la possibilité de revenir passagèrement au travail à plein rendement Pendant cette chance, on doit élaborer et exécuter un plan de réorganisation.

Comme mesures positives Keynes propose⁷³ : adaptation de la production à la demande, élimination des entreprises obérées. Exécution de mesures d'économie, conformément à un plan.

⁷² *Wirtschaftsdienst*, 12 novembre 1926.

⁷³ *Wirtschaftsdienst*, du 7 janvier 1927, ainsi que dans un discours aux banquiers du Lancashire reproduit dans le Times du 5 janvier.

Tout ceci par le rassemblement de toutes les fabriques anglaises travaillant le coton dans un cartel « Cotton your association ». Le cartel doit établir le prix de vente minimum, déterminer le coût de la production, imposer des amendes aux contrevenants, faire des avances sur les marchandises manufacturées de leurs membres.

« Il aura pratiquement tous les droits d'un cartel typique continental ».

Formation de monopole et limitation de la production comme issue

La recommandation de la formation de monopole par Keynes, n'est pas un phénomène isolé. Le capitalisme anglais qui proclamait autrefois un fier individualisme est aujourd'hui obligé de suivre l'exemple de l'Amérique et de l'Allemagne. L'école de Manchester penche vers sa fin. Le champion de la formation du monopole est Sir A. Mond, un des meilleurs grands industriels anglais qui a déjà réussi dans l'industrie chimique un trust avec un capital de 60 millions de livres sterling, c'est-à-dire un capital équivalent à celui de la I. G. dans l'industrie des colorants⁷⁴. La formation de trusts est soutenue avec le même enthousiasme par le chef socialiste Snowden, qu'en Allemagne par Hilferding qui a appelé les capitalistes trusteurs à la commission du Reichstag « des marxistes de fait ».

Dans l'Assemblée générale du South Durham Steel and Iron C^o, le grand industriel bien connu, lord Furners, se déclara pour la formation de trusts dans l'industrie lourde. La Commission d'enquêtes nommée par la Commission Samuel, se décida en sa majorité pour une organisation de vente du charbon. Trois grandes mines de charbon représentant 10 millions de livres environ de capital se sont déjà unies. Mond mène des pourparlers pour le trust de toutes les mines d'anthracite. Le processus du cartel dans l'industrie lourde est hâté par la nécessité d'une lutte ou d'une entente avec le syndicat du charbon de la Ruhr, avec le trust de l'acier de l'Europe continentale. Ainsi, nous voyons l'Angleterre sur le chemin de la formation de monopoles comme l'Allemagne.

Commerce extérieur et bilan de paiement

Le commerce extérieur de l'Angleterre se trouve dans ces derniers mois, sous l'influence de la grève des mineurs. Il a atteint :

	Export.	Import.	Excédent d'import.
	(en millions de livres sterling)		
Septembre	50,7	93,6	42,9
Octobre	53,2	100,7	47,5
Novembre	53,1	102,3	49,2
Décembre	49,7	101,8	52,1

Le résultat du commerce extérieur dans l'année 1926 est très défavorable.

L'exportation monta à 777,5 millions de livres, c'est-à-dire 150 millions de livres de moins qu'en 1925 ; donc un recul de 16,1 %. L'exportation n'a jamais été si basse depuis 1918.

⁷⁴ Il y avait déjà des cartels et des trusts en Angleterre avant la guerre : trust du tabac, au capital de 36 millions de livres ; trust du savon (Leider), au capital de 64 millions de livres, etc., mais jusqu'ici l'entreprise individuelle était la forme prédominante.

L'importation monta à 1 242,9 millions de livres sterling, c'est-à-dire, 78 millions de livres sterling de moins qu'en 1925, donc un recul de 5,8 %.

L'excédent importation monte à 465,4 millions de livres sterling, donc près de 10 milliards de marks : le plus haut déficit depuis la guerre.

Naturellement, on discute fortement la question de savoir, en Angleterre, si les « exportations invisible », c'est-à-dire les revenus du profit du capital extérieur, les bénéfices de navigation, de banque, de commerce international couvrent le déficit du commerce extérieur. Le ministre du Commerce anglais avait estimé pour 1925 les revenus anglais de « l'exportation invisible » à 429 million livres sterling ; il en résultait un solde libre du bilan de paiement de 28 millions de livres sterling pour l'exportation de capital. Les sommes libres comptées pour l'exportation des capitaux atteignaient :

(En millions de livres sterling)			
1923	1924	1925	1926
153	53	28	?

S'il y a encore pour 1926 un excédent, c'est douteux : il ne peut certainement être que très petit⁷⁵.

Le recul d'exportation est avant tout une conséquence de la grève des mineurs, mais les facteurs politiques jouent aussi fortement. Ainsi, la Chambre de commerce anglaise de Shanghai publie, le 21 décembre, un rapport d'après lequel actuellement 70 % d'importations textiles de Chine proviennent du Japon, 30 % seulement d'Angleterre ; tandis qu'il y a deux ans, le rapport était inverse. De 150 millions de taëls d'importation textile, le Japon a livré 100 millions, l'Angleterre 36 millions seulement⁷⁶.

Les liens avec les colonies sont toujours de plus en plus lâches, comme le cours de la Conférence d'Empire l'a montré. Les anciens fondements de l'impérialisme britannique et la base économique de la position de la classe ouvrière anglaise en tant qu'aristocratie ouvrière sont ébranlés. Il n'y a pas d'autre issue pour la bourgeoisie industrielle anglaise que la rationalisation. Tentative d'abaissement des salaires au niveau continental européen : formation de monopoles, bref, imitation de l'exemple allemand. La décadence de l'impérialisme anglais n'est pas naturellement un processus en ligne droite, de bonnes conjonctures viendront encore provisoirement. Des branches particulières de l'industrie électricité, chimie, construction automobile, ont encore maintenant de beaux gains. Mais la grande ligne est décidément déclinante. La bourgeoisie anglaise est très riche, elle possède de grandes réserves dans les colonies et un capital extérieur. Mais c'est surtout la bourgeoisie industrielle de la mère patrie qui se trouve sur une ligne rapidement descendante.

ETATS-UNIS

Prospérité! Prospérité pour toujours! Prospérité pour tous! Tels sont les mots à l'emporte-pièce qui sont proclamés par les dirigeants des affaires de la bourgeoisie américaine : Coolidge, Hoover, Mellon.

⁷⁵ *Times*, 12 janvier 1925

⁷⁶ *Bulletin quotidien*, 29 décembre 1926.

« *Jamais un peuple ne fut si riche que l'américain ! Jamais une classe ouvrière n'a vécu aussi bien ! Jamais une classe ouvrière n'a eu une si grande part au bénéfice du capital américain ! Aucune fin de la prospérité n'est envisagée !* »

Voilà ce qu'on entend de tous côtés. Écoutons le principal bonimenteur de la grande bourgeoisie américaine, Hoover, dans son rapport officiel sur année économique 1925-1926⁷⁷ :

« *Cette année fut la meilleure dans notre histoire en ce qui concerne l'élévation de la production et de la consommation, les quantités matérielles exportées et importées et l'élévation des salaires...* »

Il n'y a pas eu pratiquement de chômage ; de nouveaux progrès furent faits dans la productivité, la direction des entreprises et du travail. Comme dans les années précédentes, il y eut quelques points moins satisfaisants de l'industrie textile dans la Nouvelle-Angleterre, quelque sections de l'économie rurale et les mines de charbon. Mais, en somme, le pays fut capable de maintenir le plus haut standard de vie de son histoire, un standard de vie bien plus haut que dans la plupart des pays du monde, dans le passé comme dans le présent.

Le tableau suivant montre l'expression numérique de cette élévation de la production :

Index de l'économie
Année 1919 = 100
Année économique finissant le 30 juin
Grandeur de la production (Quantité, non valeur)

	1923	1924	1925	1926
Production industrielle	116	115	118	126
Production minière	119	133	129	132
Production force électrique.	136	148	158	179
Contrats de construction :pieds carrés	107	108	112	142
Transports par voies ferrées tonnes kilométriques	109	110	110	120

Parallèlement à cette élévation de la production, s'opère la transformation des Etats-Unis en un pays de caractère impérialiste typique. Dans l'exportation du capital, on a atteint la première place l'année dernière. L'activité du bilan du commerce extérieur est d'année en année moindre. L'Amérique commence à tirer des rentes de l'étranger. En même temps, elle subjugué de façon croissante tout le continent américain, soit par une pénétration économique comme c'est le cas pour le Canada, soit par une intervention publique militaire, comme au Nicaragua. Malgré leur amour de la paix toujours affirmé et leurs projets de désarmement, les Etats-Unis sont aujourd'hui militairement le pays le mieux armé du monde.

Les dettes interalliées appartiennent aux moyens de la lutte impérialiste. C'est pourquoi le projet des professeurs de l'Université de Colombie [Colombia ?], pour régler l'accord des dettes interalliées dans une conférence internationale fut écarté par les porte-paroles de l'impérialisme américain de la manière la plus catégorique et la plus absolue. Le fameux manifeste des banquiers, en ce qui concerne la pensée d'un abaissement des droits de douane fut violemment repoussé. Dans de grands discours, Mellon⁷⁸ démontra que la prospérité des Etats-Unis est basée sur des droits de douane élevés en faveur de l'industrie. Coolidge sanctionna ce point de vue. La bourgeoisie bancaire dut céder à la pression de la bourgeoisie industrielle, et Morgan retira sa signature du manifeste après sa publication.

⁷⁷ *Financial and Com. Chronicle* du 4 décembre 1926.

⁷⁸ *Journal du Commerce* du 20 octobre et du 24 octobre 1926.

On aurait besoin d'une enquête beaucoup plus détaillée (que nous voulons faire à l'avenir) pour savoir quels sont les fondements réels de la prospérité immense du capitalisme américain ? On en peut fixer facilement quelques éléments. C'est la richesse naturelle du sol qui a encore été trop peu exploitée par la population clairsemée⁷⁹. Il y a, en outre, l'immense richesse en charbon, qui rend possible une production à peu de frais. Ajouter ce fait que la population des Etats-Unis s'est développée par une élite des éléments les meilleurs du continent européen, qu'il n'existe pas de vestiges de féodalité ni dans la superstructure politique, ni dans l'idéologie. L'enrichissement rapide actuel de la bourgeoisie est dû en partie à l'exploitation des fermiers. La participation de l'agriculture à la production mondiale annuelle est d'année en année plu petite, tant relative qu'absolue. La valeur de tous les produits végétaux de l'agriculture a atteint, d'après les dates [données] officielles du ministère de l'Agriculture :

Millions de dollars	
1924	9 334
1925	8 949
1926	8 702

Qu'il ne s'agit pas d'un simple abaissement général du niveau des prix, les chiffres indices donnés dans se même rapport le montrent.

Chiffres indices des prix agricoles
(1909-1914 = 100)

	Décembre 1925	Novembre 1926	Décembre 1926 ⁸⁰
Céréales	140	121	120
Fruits et légumes	194	142	137
Bêtes de boucherie	136	142	140
Produits laitiers et volaille	163	157	161
Coton	139	83	81
Autres	92	97	91
Indice de prix des produits agricoles	143	130	127
Prix du commerce de gros non agricole. (Produits du Bureau of labour)	165	161	-
Puissance d'achat des produits agricoles	87	89	-

Ces chiffres montrent que la situation des fermiers face à l'industrie s'est aggravée de 20 % depuis le temps d'avant- guerre. Ceci est d'autant plu important que les frais de production de l'industrie sont fortement tombés à cause des énormes progrès techniques et de l'élévation de la productivité du travail, certainement beaucoup plus fortement que dans l'agriculture, ce qui devrait normalement amener un rapport inverse. La formation des prix pour les produits industriels aux Etats-Unis est certainement déplacée par suite de la formation du monopole largement répandu en

⁷⁹ Combien peu le sol des Etats-Unis est encore exploité ; un intéressant livre sur la Floride le montre : *La Floride en formation*, F. B. Stockbridge et J. F. Perry, New York, 1926, 350 pages. Quoique ce livre ait un certain caractère de réclame, on y voit cependant que dans cet Etat il ya encore 20 millions d'arpents de terres extraordinairement fertiles qui ne sont pas encore touchées. Ce terrain n'a pu jusqu'ici être utilisé à cause de son climat très chaud, quoique la valeur moyenne de la production pour [la] Floride monte par arpent à 110 dollars contre 12 dollars en Iowa ou dans l'Illinois et 13 dollars dans l'Ohio.

« Il n'y a aucun pays agricole en Floride qui ne donne facilement deux récoltes annuelles, mais le pays en général donne trois ou quatre récoltes... » (Page 66).

⁸⁰ D'après le *Journal du Commerce* du 29 décembre 1926.

faveur de l'agriculture. Ce n'est certainement pas un hasard que, dans les dernières années, tous les trusts industriels distribuent d'énormes dividendes, que le trust de l'acier abandonnait gratis, il y a quelques semaines, à ses actionnaires, sous la forme d'un dividende extraordinaire, des actions d'une valeur de 226 millions de dollars». Une grande partie des énormes profits provient de l'exploitation des fermiers.

En ce qui concerne la classe ouvrière, il est certain que le salaire réel des larges couches des ouvriers s'est élevé fortement depuis la guerre. Mais cette élévation du niveau de vie fut rachetée par une extraordinaire élévation de l'intensité du travail, qui s'accorde avec une absolue monotonie du processus du travail ramené à ses plus petits détails. Hoover exagère fortement lorsqu'il affirme qu'il n'y a pas de chômeurs aux Etats-Unis. Les chiffres de travail de la Federal Reserve Board montrent clairement que, en comparaison avec l'année 1919, dans les dernières années, un chômage assez fort doit avoir existé aux Etats-Unis.

Nous pouvons donc dire : les bases des énormes profits de la bourgeoisie américaine sont : 1° l'exploitation des fermiers ; 2° l'élévation de l'intensité du travail dans les fabriques ; 3° les profits coloniaux et les extorquassions usuraires de l'étranger.

La production dans les derniers mois

Bien que, dans les derniers mois, de beaucoup de côtés, des signes de relâche de la prospérité se soient manifestés aux Etats-Unis, les statistiques de production actuelle ne montrent le ralentissement de la marche des affaires que dans une faible mesure. Les caractéristiques générales de la marche de la conjoncture sont les suivantes.

	Indice de la production industrielle de la Federal Reserve Board	Indice du degré d'occupation des ouvriers	Wagons chargés 1000 St. par mois	Nouveaux ordres de construction en millions de dollars
1925 novembre	115	97,2	923	475
1926 juillet	118	95,5	4 701	601
1926 août	116	94,4	4 802	600
1926 septembre	121	95,8	4 959	562
1926 octobre	122	96,3	5 216	515
1926 novembre	124	95,2	5 300	488
1926 décembre	-	-	4 500	-

Le ralentissement de la marche des affaires se montre de façon plus nette dans les statistiques de production de quelques branches d'affaires importantes.

Chiffres de production des industries importantes

	Charbon 1 000 tonnes	Fer 1 000 tonnes	Acier 1 000 tonnes	Autos 1 000 pièces	Coton 1 000 balles	Pétrole 1 000 barils
1925 novembre	50,8	3 023	3 903	329	543	—
1926 juillet	47,1	3 223	3 651	316	416	65
1926 août	49,5	3 200	4 005	379	501	66,
1926 septembre	52,1	3 136	3 931	351	571	65,2
1926 octobre	57,3	3 334	4 093	290	569	65
1926 novembre	60,6	3 227	3 722	219	584	64
1926 décembre	-	3 091	3 400	137	605	64

Le recul de la production de l'acier et de l'industrie automobile est clairement visible

Ce qui intéressant, c'est le grand déplacement de l'industrie du Nord vers le Sud, vers la

région où la force de travail est à bon marché. Ceci se montre le plus clairement possible dans le développement de l'industrie du coton. D'après les statistiques du département du commerce, l'industrie textile montre actuellement le tableau suivant :

	Nombre de fuseaux	Chiffre de ceux qui sont en usine	Heures d'activité pendant novembre au total	Moyenne d'heures par fuseaux existants
	(En millions)			
Etats-Unis	37,4	32,6	8 480	227
Etat cultivant le coton	17,9	17,4	5 501	307
Etats de la Nouvelle Angleterre	17,8	13,7	2 658	149
Tous les autres Etats..	1,7	1,5	321,7	188

Ces chiffres nous montrent ce qui suit : le chiffre actuel des fuseaux est par moitié partagé entre la région cultivant le coton et le vieux siège de l'industrie textile américaine, la Nouvelle Angleterre. Mais alors que les fuseaux dans les exploitations de coton étaient presque complètement en usine. 4 millions étaient dans la Nouvelle Angleterre en dehors de l'usine. Le chiffre des heures de fuseau en novembre dans les Etats cultivant le coton était presque le double de celui de la Nouvelle Angleterre, et la moyenne par fuseau plus du double. Dans ces circonstances, il est compréhensible que le déplacement de l'industrie textile fasse des progrès, quoique les villes de la Nouvelle Angleterre emploient tous les moyens pour empêcher le déplacement des fabriques. Tout ce processus montre également combien toute l'idéologie de Hoover et Ford est mensongère lorsqu'ils représentent les salaires élevés comme les fondements de la prospérité des Etats-Unis.

La conjoncture dans les trois derniers mois montre, en général, une tendance déclinante. On ne peut établir encore aujourd'hui si cela prendra les allures d'une crise. Une certaine vraisemblance empirique existe, si nous tenons compte que la haute conjoncture depuis 1924 dure depuis trois ans de façon ininterrompue et que la dépression du printemps 1924 n'a pas été une crise particulière de cette [telle] sorte qu'on peut parler d'une période de conjoncture depuis fin 1921.

Qu'une aggravation du cours des affaires a commencé, c'est assez prouvé par la production diminuée dans l'industrie de l'acier, qui ne travaillait au commencement de janvier qu'avec une capacité de 65 à 70 % ; en outre, la mauvaise marche des affaires dans l'industrie automobile. Le nombre des automobiles produites fut fin décembre le plus bas depuis [le début de] 1926. Cela provient pour toute une part, de la fermeture passagère de nombreuses fabriques, mais suivant les « automotive industries », les conditions ne sont pas telles qu'une reprise entière du travail soit probable.

Les perspectives pour l'année prochaine

Pour l'appréciation de la conjoncture de l'année prochaine, il faut établir une différence dans les perspectives des théoriciens et des praticiens de l'économie. Tandis que les différents organes théoriques expriment des doutes sur la prolongation de la conjoncture, les dirigeants de l'économie sont en général très optimistes. A leur tête marche Mellon qui n'est pas seulement le ministre des Finances des Etats-Unis mais aussi un des plus grands capitalistes, le propre directeur et le principal intéressé du trust de l'aluminium. Il dit :

« Notre situation économique est favorable et nous pouvons attendre une nouvelle année satisfaisante. »

Gary, président du trust de l'acier :

« Il n'existe aucun motif qui puisse faire dire que la prospérité doive être interrompue en 1927. Il n'existe aucun indice qu'il en sera ainsi. Si les affaires diminuaient sérieusement dans l'année qui vient, ce serait notre propre faute et non par suite de défauts dans les conditions naturelles ou ce serait le manque de réflexion et d'action juste de la part du gouvernement. »

Lammot du Pont, président [de] du Pont de Nemours Cie :

« A la fin de l'année 1926 nous ne voyons aucun élément dans la situation industrielle ou économique qui marque une dépression imminente ou du trouble. »

W. Stroul, président du Southern Pacific C^o :

« Les indices marquent que l'extension et les résultats financiers du trafic en 1927 seront aussi favorables qu'en 1926. »

E. White, président de l'Armour C^o :

« L'industrie de la viande attend en 1927 un écoulement un peu plus grand que dans l'année 1926. »

Nous trouvons de semblables déclarations en plus grand nombre encore dans la presse américaine. Elles n'ont pas, naturellement, de force démonstrative. Trop souvent, les capitalistes considèrent la situation favorable quand la crise est déjà commencée. Toutefois, la prodigieuse trustification de la production n'est pas contestable : la répartition directe du produit jusqu'aux derniers consommateurs par maints trusts ; l'excellente statistique de la production et de l'échange permet aux capitalistes d'obtenir un bien meilleur aperçu de la situation du marché que dans nul autre pays du monde.

Emissions de capitaux et exportation de capitaux

Voici les statistiques des émissions et des exportations de capitaux pour les onze premiers mois de 1926. En comparaison avec les années précédentes, en voici le tableau⁸¹ :

	1926	1925	1924	1923	1922
	(en millions de dollars)				
Emissions totales sans conversions	5 758	5 537	5 174	3 927	4 041
D'ici [dont ?] : Canada	141	82	95	30	37
Emprunts municipaux canadiens	61	30	132	26	99
Autres extérieurs (privés)	413	341	132	24	80
Gouvernements étrangers	434	541	560	187	416
Exportation de capitaux	1 049	1 003	919	267	632

Ces chiffres montrent qu'environ 1/5 des émissions va à l'étranger. La première émission d'actions eut lieu en 1925. Le montant total fut alors seulement de 26 millions et est monté dans les onze premiers mois de 1926 à 103 millions ; aussi 1/10 n'est déjà plus placé sous forme d'obligations, mais sous forme d'actions.

M. Winkler, vice-président du Moody's Investor Service, donne d'autres chiffres⁸². Il compte sur la base de la statistique intérieure et extérieure que les Etats-Unis en 1926 ont exporté un capital de 1 907 millions de dollars qui se répartit comme suit :

⁸¹ *Financial and Commercial Chronicle* du 18 décembre 1926, page 3 099.

⁸² *Bergwerkszeitung*, 9 janvier 1927.

Canada	500 millions
Amérique du Sud	402 ---
Amérique Centrale	115 ---
Europe	813 ---
Allemagne	436 ---

Si ces chiffres sont justes, les Etats-Unis ont dépassé largement l'Angleterre en exportation de capitaux alors que l'exportation des capitaux en Angleterre n'a pas atteint en 1926 plus de 300 millions de dollars. Quels sont les chiffres qui sont justes ? On le verra plus tard.

Dans ses efforts à représenter la répartition des richesses et des revenus des Etats-Unis comme extraordinairement démocratique, la Maison Morgan a fait une enquête pour savoir quels sont les acheteurs d'emprunts. L'enquête se rapporta à 5 emprunts : l'emprunt de la S. d. N. pour l'Autriche, les 150 millions d'emprunts du gouvernement japonais, l'emprunt allemand de réparations, les 45 millions d'emprunts du gouvernement argentin et les 50 millions d'emprunts belges. Vingt-quatre instituts de banques provinciales qui vendaient directement aux épargnants les parts d'emprunts pour Morgan donnèrent les chiffres d'achats. Le résultat fut le suivant⁸³ :

2 994	dollars
3 905	"
3 194	"
4 335	"
3 808	"

La conséquence en est tirée que les acheteurs de papier étranger sont des véritables épargnants, de petites gens, et non de grands capitalistes, conséquence absolument fautive parce que les mêmes gens qui achètent de 1 000 à 10 000 dollars d'obligations étrangères d'un seul emprunt peuvent avoir placé des capitaux dans d'autres valeurs étrangères et intérieures. Mais c'est une partie de l'idéologie savamment développée que dans les Etats-Unis, chacun peut économiser une fortune.

Le commerce extérieur

L'activité du bilan du commerce s'est, dans les derniers mois, développée à nouveau et s'est tenue mensuellement à une hauteur de 100 millions de dollars. Il faut attribuer cela à la hausse de l'exportation, alors que l'importation restait assez stationnaire. La grève anglaise joua un rôle important dans l'exportation accrue.

Commerce extérieur (en millions de dollars)

	Exportations		Importations		Excédent	
	1925	1926	1925	1926	1925	1926
	—	—	—		—	—
Août	380	386,	340	336	40	50
Septembre	420	448	350	343	70	105
Octobre	491	456	374	378	117	78
Novembre	448	481	376	376	72	105
Décembre	459	466	397	358	62	108
Année	4 710	4810	4 227	4 433	483	377

⁸³ [explication peu claire... il s'agit probablement du montant moyen des souscriptions]

En résumé, on peut établir que dans les derniers mois de l'année 1926 une aggravation de la conjoncture est survenue aux Etats-Unis. Mais on ne sait pas encore clairement si ce sera une dépression passagère ou le commencement d'une crise.

CHINE

L'intérêt public qui se concentre présentement sur la Chine nous ferait un devoir de nous occuper de façon approfondie de la situation économique de la Chine. Malheureusement, nous nous heurtons à des difficultés insurmontables. La Chine est plus grande que toute l'Europe et le chiffre de sa population n'est pas moindre. Il y a dans les différentes parties — suivant le déficit de la récolte et le cours des opérations de guerre — un état de choses très différent. De plus, il n'existe presque pas de statistiques s'étendant sur tout le pays à l'exception des statistiques du commerce extérieur publiées par l'administration douanière maritime. Il est impossible, dans ces circonstances, de donner plus que quelques remarques fragmentaires.

La situation économique de la Chine s'est certainement aggravée dans les dernières années. Pour trois raisons :

- 1° La guerre ;
- 2° La mauvaise récolte ;
- 3° La chute du prix de l'argent.

Cependant, les mauvaises récoltes et la chute du prix de l'argent sont en grande part déjà des suites de la guerre contre l'impérialisme et par suite contre les gouverneurs militaires payés par les impérialistes. L'agriculture chinoise est de façon prépondérante caractérisée par l'irrigation et une technique de culture maraîchère. Si les digues des bords des fleuves et des canaux élevées souvent au dessus du niveau naturel des eaux ne sont pas entretenues, les inondations surviennent et détruisent les récoltes. Si la distribution de l'eau n'est pas faite d'après un plan, il s'ensuit de lourdes pertes. Si l'alternance trois ou quatre fois répétée des cultures dans les champs n'est pas faite en temps utile, la récolte est perdue. Si l'engrais humain des villes n'est pas transporté à la campagne, la récolte est perdue également. Cette fine structure de l'économie d'irrigation chinoise ne peut que souffrir beaucoup plus des troubles de la guerre que l'agriculture européenne avec sa technique primitive. La paysannerie pauvre de Chine chroniquement affamée est vouée à la plus grande misère dans plus d'une région.

Aux désastres de la guerre s'ajouta en 1926, en beaucoup de territoires de l'empire, une forte sécheresse. La récolte n'atteignit que 70 % de la récolte normale.

La chute du prix de l'argent est provoquée, en partit aussi par les suites de la guerre civile chinoise, en partie par d'autres causes (passage imminent de l'Inde à l'étalon argent) Comme la valeur monétaire chinoise est l'étalon argent, la chute du prix de l'argent signifie une dépréciation de la devise chinoise.

Pour un taël ou une once d'argent, on cote à la bourse de Londres, en shillings et pences :

	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Cours du Taël	3/9	3/6	3/8	3/6	3/2	2/4
Cours de l'argent (commencement janvier)	35	32	34	32	32	25

Au cours de l'année 1926, une dépréciation d'environ 20 % est survenue. Si nous tenons aussi compte de la monnaie de cuivre et de la monnaie de papier tout à fait dépréciées, fabriquées en

grande quantité par les potentats militaires, on voit nettement le lourd dommage causé à l'économie chinoise par le chaos monétaire⁸⁴. La guerre n'agit naturellement pas d'égale façon dans toutes les parties de la Chine. Sur le territoire du gouvernement de Canton, les rapports sont meilleurs, quoique les frais de guerre pèsent lourdement sur la population. En Mandchourie dans la région de Tchang So Lin, qui pousse avec le plus de cynisme à la fabrication intensifiée de la monnaie de cuivre et de papier, le chaos monétaire est aggravé. Ici, le yen japonais évince l'argent de Tchang So Lin, ce dernier, à son tour, cherche à se protéger par la pendaison de quelques banquiers et l'interdiction de circulation du yen, mais il se heurte à la résistance acharnée du Japon.

Actuellement, on ne peut plus parler d'aucun grand investissement dans les chemins de fer, la régularisation des fleuves et des ports, la construction de canaux, etc. Même les travaux d'entretien les plus nécessaires ne sont pas exécutés dans les régions de guerre.

Le commerce extérieur

Malgré les combats sévères entre les forces impérialistes et révolutionnaires, le commerce extérieur a relativement peu souffert. Le commerce extérieur a atteint (en millions de haikwantael)⁸⁵

	1913	1920	1921	1922	1923	1924	1925
Importations	586	800	933	975	949	1039	948
Exportations	420	579	628	685	778	793	776

*« Le commerce extérieur de la Chine lutte opiniâtrement contre toutes les difficultés ; empêché à quelque endroit, il trouve une issue ailleurs ; si les marchandises d'un pays ne sont pas accessibles, on achète des marchandises autre part ; si un port est fermé, le commerce est transporté vers un autre ; si les communications par voies ferrées sont fermées, on reprend les relations par voie de mer. »*⁸⁶

Même en 1926, le commerce extérieur paraît avoir moins souffert qu'on pourrait croire. Des chiffres n'ont pas été donnés, mais le revenu des douanes a atteint 78,1 millions de taels, 8,5 millions de plus qu'en 1925, ce qui signifie — étant donné que le tarif de douane est le même, 5 % de la valeur — que l'importation est restée la même. (En réalité, l'importation a diminué, car la valeur du tael est tombée entre temps)

Mais il paraît que le processus d'industrialisation s'est ralenti un peu dans les dernières années. La diminution de l'importation de machines l'indique⁸⁷.

La valeur d'importation des machines s'est élevée à (en 1 000 taels)

⁸⁴ Une ville est elle occupée par un nouveau général, Il ne reste pas autre chose à faire aux commerçants qu'à fermer les boutiques. Les soldats paraissent avec de grands billets de banque dans les boutiques, achètent une bagatelle et exigent le restant du montant en argent. Même si le marchand leur offre de leur abandonner la marchandise souhaitée, ils ne se déclarent pas satisfaits. Ils exigent de l'argent contre les billets sans valeur qui ruinerait immédiatement le marchand. Il ne reste pas autre chose qu'à arrêter immédiatement les affaires et de cacher les stocks.

⁸⁵ *Mémorandum de la Société des Nations sur le commerce extérieur*, volume II, 1925 ; Rapport sur la situation économique de la Chine, A. H. George, secrétaire de commerce à Shanghai, Londres, 1926.

⁸⁶ Rapport, page 27.

⁸⁷ Rapport page 32.

	1923	1924	1925
Pour l'industrie textile	12 029	5 551	3 407
Pour les stations de force électriques	1 516	808	858
Turbines, chaudières, etc.	1 498	1 963	1 920

Le recul dans l'importation des machines textiles est particulièrement grand.

La répartition du commerce extérieur d'après le pays est particulièrement intéressante (en millions de taels) :

	1924		1925	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations
Au total	1 039	1 772	965	776
Hongkong	244	173	176	114
Angleterre	126	50	93	48
Empire britannique	441	257	337	201
Japon	246	232	310	221
Etats-Unis	194	105	148	148

Ces chiffres montrent :

1° La participation très minime de l'Angleterre au commerce extérieur de la Chine. Le commerce d'Hongkong n'est pas un commerce anglais, d'après l'estimation de l'agent du commerce⁸⁸, 1 % d'exportation de Hongkong va vers l'Angleterre ; dans l'importation de Hongkong, il y a 10 % de marchandises anglaises. Hongkong est une place commerciale internationale, dans les mains anglaises il est vrai ;

2° Les chiffres montrent clairement l'effet du boycott de Hongkong et des marchandises anglaises ;

3° La participation de beaucoup la plus forte est celle du Japon, une grande partie du commerce de Hongkong passe au compte du Japon ;

4° Le commerce extérieur de la Chine, en comparaison de sa population, est minime. On peut évaluer le commerce extérieur de la Chine, en 1925, exportations et importations, à 6 milliards de marks, par personne à 15 marks environ, contre 250 marks en Allemagne.

La lutte en Chine ne vise pas le présent, mais l'avenir. La cause de cette insignifiance du commerce extérieur provient — outre le caractère fermé du pays — de l'épouvantable pauvreté de la population.

En ce qui concerne les salaires ouvriers, il y a de nombreux chiffres⁸⁹, mais aucun travail d'ensemble. Le meilleur qui me soit connu est celui de la délégation des syndicalistes russes à Shanghai⁹⁰. Il s'étend sur 28 grandes entreprises (19 fabriques textiles avec 52 000 ouvriers). Voici le tableau des salaires dans les fabriques du textile (en pfennigs allemands par jour) :

[reproduit tel qu'il donné, mais que veut dire « salaire moyen maximum » ?]

⁸⁸ Rapport, page 6.

⁸⁹ En particulier les bulletins hebdomadaires du bureau de Pékin pour les recherches scientifiques. *Monthly Bulletin*.

⁹⁰ La Chine des ouvriers en lutte avec l'impérialisme.

	Salaire moyen maximum par entreprise		Salaire moyen minimum par entreprise		Moyenne de toutes les entreprises		Salaire minimum
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Enfants
Fabriques japonaises	150	134	48	42	78	78	38
--- chinoises	150	166	42	44	72	78	34
--- anglaises	100	90	60	40	—	—	32
Autres fabriques	150	112	78	50	92	72	36

Avec une moyenne de salaire journalier de 3/4 de mark, la force d'achat du marché intérieur ne peut être que très minime, ainsi que celle du marché extérieur.

Si bas que soient les salaires, ils sont encore beaucoup plus élevés que les gains des paysans pauvres.

Un témoin tout à fait digne de foi, l'agronome allemand M. Wagner, donne les évaluations suivantes⁹¹ :

Une famille de fermiers qui exploite à Hangchéou 25 mou de terre paie en fermage la moitié du montant de la vente des produits de la ferme. Pour la famille qui se compose de deux hommes et de deux femmes occupés aux travaux, il reste, y compris leur consommation en nature, 107,20 tael, soit environ 400 marks par an⁹².

A un autre endroit, il écrit sur les fermages (page 132) :

« Suivant la dépendance économique, la part du propriétaire au produit de la récolte, c'est-à-dire le montant du fermage, varie énormément. Comme montant le plus bas des livraisons en nature, on peut compter 50 %, mais dans beaucoup de cas, il s'élève jusqu'aux 4/5 du produit brut... Dans des cas anormaux où le fermier est fortement endetté, rien ne lui appartient de toute l'installation, et vu les livraisons en nature élevées, il n'est rien qu'un ouvrier au service du créancier ! »

Il va sans dire, qu'avec de tels rapports de revenus, le commerce extérieur doit être minimum d'autant plus que les rentes foncières sont dépensées par les riches indigènes sous la forme d'une grande domesticité et de l'acquisition de nombreux trésors (pierres précieuses, tableaux, etc.)

La lutte contre l'impérialisme

Nous ne répéterons pas ce qu'on a appris par la presse quotidienne. Nous voulons tirer seulement une sorte de bilan.

Les impérialistes ont perdu déjà de leurs positions :

1 — La domination sur la politique douanière de Chine. En fait, le gouvernement de Canton a introduit quelques taxes à côté des droits maritimes encore perçus par les étrangers pour le service des emprunts extérieurs. Le Nord, avec Tchang Tso Lin a suivi cet exemple, avec l'autorisation de l'Angleterre.

2 — Les impôts sur le sel : ceux-ci sont administrés par les étrangers, mais les revenus en reviennent aux puissances locales.

⁹¹ Wilhelm Wagner : *L'agriculture chinoise*, 1926. Ce livre de 668 pages est surtout agronomique, mais il offre aussi un certain intérêt économique et social. Malheureusement les expériences directes de l'auteur s'étendent exclusivement à la province du Shantung : il a été professeur à l'école supérieure de Tsingtau.

⁹² Le salaire courant d'un valet — salaire et nourriture — varie entre 120 et 150 marks par an.

3 — Les chemins de fer : ils sont en fait confisqués par les impérialistes et servent aux différents potentats⁹³.

4 — Les concessions sont perdues seulement en partie. Mais, à Hankéou, le pavillon anglais a dû être retiré, et la Belgique a préféré remettre volontairement sa concession à Tientsin, comme l'Allemagne et la Russie des Soviets ont fait.

Ces défaites de l'impérialisme en face du mouvement national révolutionnaire ont abouti à deux résultats importants :

1. — Il n'y a plus aujourd'hui aucun général et aucun homme d'Etat en Chine qui ait le courage de s'affirmer ouvertement pour une puissance impérialiste. Même Tchang Tso Lin appelle son armée « Armée pour la pacification du pays » et proclame la lutte contre le bolchévisme de l'armée de Canton, mais présente de lui-même des revendications semblables à celles des révolutionnaires nationaux à l'égard des impérialistes.

2. — Par l'existence d'une forte armée populaire anti-impérialiste, l'unité des puissances impérialistes est brisée. L'Angleterre ne fut pas en état jusqu'ici de souder l'unité de front des puissances pour une intervention guerrière. Le Japon ne veut pas mettre en jeu la possession certaine de la Mandchourie et retient Tchang Tso Lin par tous les moyens pour qu'il ne mène pas une véritable campagne contre le Sud. Car, s'il était battu, la Mandchourie peut être perdue par une pleine victoire de l'armée de Canton. Mais si Tchang Tso Lin triomphait avec l'aide anglaise et unissait toute la Chine sous sa domination, la position du Japon en Mandchourie serait également compromise. C'est pourquoi le Japon joue avec le faux mot d'ordre « Union des Jaunes ». Les Etats-Unis, qui n'ont aucun intérêt spécial en Chine, poursuivent la politique de la « porte ouverte », ils veulent l'égalité des conditions de concurrente dans une Chine bourgeoise ; ils ne veulent pas perdre inutilement leurs sympathies.

On n'aboutit ainsi à aucune unité de front, parce que les trois intéressés principaux, les trois puissances principales ne peuvent arriver à une politique commune.

L'Angleterre a des intérêts tout à fait spéciaux en Chine. Ce n'est pas la grandeur de sa participation au commerce extérieur qui, comme nous le montrons, reste en arrière du Japon et des

⁹³ le résultat de ce développement est la chute du cours des emprunts chinois. Ceux qui sont couverts par les revenus des droits maritimes se maintiennent suffisamment ; ceux qui sont garantis par les impôts sur le sel sont beaucoup plus mauvais ; ceux qui le sont par les revenus des chemins de fer sont tout à fait mauvais.

Il fut noté à la Bourse de Londres :

Emprunts chinois	30 avril	1 ^{er} décembre
4 % 1893	90,5	83
5 % 1896	93,5	81,5
4 ½ % 1898	75,75	59
5 % 1913 Réorg.	68,5	50
5 % 1912 Sel	62,5	45
5 % Tientsin-Puchov	45,5	17,5
5 % Hukuang	46	25,5

Etats-Unis. Ce n'est pas non plus sa participation directe dans les chemins de fer⁹⁴ et l'industrie⁹⁵ qui constituent les véritables intérêts de l'Angleterre. Ils sont formés :

1° Par le transit anglais du commerce extérieur : à Hongkong et partiellement Shanghai, l'importation et l'exportation se font par des marchands anglais.

2° Par les affaires de banque : une grande partie des affaires d'argent et de crédit se trouvent dans les mains des Anglais (à Hankéou, ils ont répondu à l'occupation des concessions par la cessation des affaires de banque) ;

3° Dans la navigation : maritime, côtière et fluviale.

4° Par le monopole de l'administration des douanes maritimes qui leur donne – en dehors de places bien payées – la possibilité d'avoir un aperçu dans les affaires de leurs concurrents.

De là, la grande différence entre l'opinion de la bourgeoisie anglaise de Hongkong, Shanghai et celle de la classe moyenne dans la question de la politique chinoise. Pour la bourgeoisie anglaise industrielle, elle admettrait les affaires chinoises même sans privilège ; mais pour la bourgeoisie chinoise anglaise, ce n'es pas possible. Voilà pourquoi une politique « est faite pour la protection du pavillon anglais », c'est-à-dire une intervention armée. Mais, du fait que les intérêts de la bourgeoisie anglo-chinoise sont différents de ceux de la bourgeoisie des autres puissances impérialistes, une unité de front se réalisera difficilement.

Ainsi, la lutte de libération du peuple chinois se poursuit par un épanouissement simultané des antagonismes de classe au sein du peuple chinois. La question principale, à savoir si de cette lutte anti-impérialiste sortira une Chine bourgeoise ou une Chine des ouvriers et des paysans, est encore incertaine.

INDES NEERLANDAISES

Le soulèvement des Indes Néerlandaises a attiré l'attention du monde sur l'existence de l'empire colonial hollandais. Vu le rôle insignifiant que joue la Hollande dans les pays européens, on oublie très facilement, qu'après l'Angleterre et la France, elle possède le domaine colonial le plus

⁹⁴ D'après les calculs de Kantorovitch (capital étranger et chemins de fer de Chine, page 137, russe), la part des différentes puissances au capital des chemins de fer et à savoir au capital des sociétés par actions, aux emprunts de celles-ci et aux emprunts des chemins de fer d'Etat montaient ensemble (en millions de dollars chinois, ½ américain) :

Union soviétique	401	36,6 %
Japon	338	31,0 %
Angleterre	132	12,2 %
France	91	8,3 %
Allemagne	47	4,3 %
Autres pays	83	7,6 %
[total]	1 092	100,0 %

⁹⁵ Dans l'industrie textile chinoise il y avait en 1925 (Rapport, page 23) :

	Fabriques	Nombre de fuseaux	Machines à tisser
Chinoises	60	2 932 816	13 371
Japonaises	45	1 331 334	5 925
Anglaises	4	206 320	2 348

Comme ces chiffres l'indiquent, la part de l'industrie anglaise est très faible.

riche du monde. Les îles appelées indo-chinoises [l'Indonésie] – le reste du domaine colonial jadis beaucoup plus vaste dont la Hollande fut chassée pas à pas par l'Angleterre – ont une superficie de deux millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire sont quatre fois aussi grandes que l'Allemagne. La population s'élève à 50 millions d'âmes environ.

Cette population est partagée très inégalement. A l'île de Java, centre de l'empire colonial hollandais, demeurent, sur 131 330 kilomètres carrés, plus de 35 000 000 d'hommes, presque 300 âmes par kilomètre carré, ce qui représente une densité plus grande que dans n'importe quel pays d'Europe. Les autres quinze millions, se répartissent dans le reste du territoire qui comprend des régions cultivées et très faiblement peuplées, alors que Java est un pays civilisé, sillonné de routes et de chemins de fer.

Les colonies hollandaises forment l'ancien type d'exploitation coloniale. Le pays fertile est remis à un petit groupe de sociétés de planteurs, de capitalistes coloniaux qui y viennent un certain temps, s'enrichissent et quittent ensuite le pays. Enrichissement et exploitation prennent des dimensions inouïes. C'est la forme du commerce extérieur qui le montre le mieux⁹⁶ :

*Commerce extérieur en millions de florins*⁹⁷

	1913	1922	1923	1924	1925
Importations	437	691	654	714	–
Exportations	614	1 136	1 378	1 557	–
Excédent d'exportations	177	445	724	843	–

Un magnifique bilan commercial actif. Mais quel est le sens économique de ce phénomène ? Que les capitalistes étrangers, en 1924, ont exporté plus de la moitié de marchandises comme profit, sans aucune contre partie pour le pays. Dans les années 1925-1926, le profit a été encore plus grand à la suite des prix très élevés du caoutchouc. Le montant des capitaux qui ont rapporté ces bénéfices ne peut être fixé. Il n'existe que des indications isolées⁹⁸.

Les sociétés de caoutchouc disposaient d'un capital-actions nominal de 108 millions de florins. Leurs réserves s'élevaient à 117 millions. La valeur des actions, d'après le cours au commencement de 1926, était de 500 à 600 millions de florins.

L'industrie du sucre	700 millions
Tabac	150 millions

Ce sont les branches de production principales. Si on ajoute pour les autres branches le double, on arrive à un capital de valeur nominale de 3 ou 4 milliards de florins au maximum. L'excédent des exportations démontre à lui seul que l'intérêt s'est élevé à 25 %.

L'ensemble du pays est adapté en tous points aux intérêts du profit du capitalisme hollandais⁹⁹. En dehors de la production de pétrole et d'étain, les îles sont considérées et exploitées comme l'endroit béni pour les plantages de caoutchouc, de la canne à sucre, du café, du thé et du tabac.

⁹⁶ *Annuaire pour l'économie, la politique et le mouvement ouvrier* (1925-1926), Hoym Verlag, page 882. ,

⁹⁷ Les Indes néerlandaises ont une devise-or égale à la devise hollandaise : 1 florin = 1,68 marks.

⁹⁸ Rapport de l'attaché commercial anglais près l'Ambassade de la Haye, page 67 et autres.

⁹⁹ Outre le capital hollandais, le capital anglais et le capital américain, sont également intéressés, mais de façon moindre, en particulier dans le pétrole.

Les exportations s'élèvent aux quantités suivantes :

	1923		1924	
	Millions de florins	%	Millions de florins	%
Sucre	499	36,5	491	32,1
Caoutchouc	174	12,7	203	13,2
Pétrole	161	11,9	158	10,3
Tabac	86	6,3	1 24	8,1
Thé	76	5,5	94	6,1
Etain et minerais d'étain	60	4,3	81	5,3
Café	30	2,1	66	4,3

80 % des exportations sont composées de produits bruts de l'exploitation des plantations et des mines. La part de la « production indigène » s'est élevée, en 1924, dans Java, à 12 % seulement. Elle a atteint 50 % dans les districts extérieurs, dans lesquels l'activité des capitalistes européens se borne encore en partie à l'achat des produits du pays. Une grande industrie, destinée à satisfaire les besoins intérieurs, ne se développe pas, étant donné que les indigènes ne possèdent aucune force d'achat et que les Hollandais importent pour leurs besoins des marchandises européennes.

La population indigène, bien que le sol doit être très fécond et les conditions climatiques des plus favorable», mène une vie de plus en plus misérable. L'esclavage est aboli pour la forme, mais il existe en réalité, sous les formes les plus diverses, comme, par exemple, dans le travail contractuel. La population rurale, qui fournit la main-d'œuvre pour les raffineries de sucre et les autres industries saisonnières, est sucée jusqu'à la moelle des os par de lourds impôts.

Dans un rapport officiel sur la situation des indigènes, on constate que, bien que le revenu reconnu nécessaire pour une famille soit de 225 florins par an, dans de nombreux districts, le revenu annuel moyen en argent et marchandises n'atteint pas même la différence [?] de ce revenu familial.

En ce qui concerne la hauteur des salaires, un auteur certainement non prévenu, E. Helfferich le frère du politicien réactionnaire allemand connu, Karl Helfferich, directeur du « Straits und Sunda Syndicats », en fait le tableau suivant :

« Pour démontrer clairement, en s'appuyant sur quelques chiffres, l'infériorité du standard de vie des indigènes et l'énorme différence qui existe entre le standard de vie des indigènes et celui des européens, je donne les chiffres suivants :

Salaires des indigènes et des Européens dans les plantations (au mois)

Java

	Travailleurs libres	
	Javanais	Européens
	Florins	Florins
Hommes (travailleurs partiels)	9 à 12	200 à 1 000
Hommes (travailleurs fixes)	12 à 15	
Femmes (travailleurs partiels)..	6 à 12	
Enfants (travailleurs partiels)..	4,5 à 6	
Employés	15 à 50	
Surveillants	25 à 100	

Sumatra

	Travailleurs avec contrats	
	Javanais [sic]	Européens
	Florins	Florins
Hommes	15	250 à 1 000

Femmes	12
Employés	25 à 75
Surveillants	25 à 100

« On remarque clairement le niveau extrêmement bas des salaires des indigènes. On peut admettre que dans une famille indigène, ce n'est pas seulement l'homme qui travaille, mais aussi sa femme et un ou plusieurs enfants et que l'on gagne parfois dans un travail aux pièces plus que dans un travail par journée. Mais, d'autre part, il faut avoir égard au fait, que les ouvriers partiels ne travaillent qu'irrégulièrement et que le salaire mensuel moyen est en ce cas encore plus inférieur que ne l'indique le tableau ci-dessus. Les salaires ne sont nulle part au monde si bas qu'ici. Mais il y a une autre question : quel est le rapport entre le salaire et le travail ? Le travail des indigènes est faible si on le compare avec le travail européen, en le transportant dans le climat européen. Les travailleurs libres ne travaillent que cinq à six heures, les ouvriers avec contrat huit heures par jour. L'intensité du travail est plus faible que celle des ouvriers européens. Mais c'est un travail continu, dans un climat tropical épuisant. Il est tout à fait impossible pour un ouvrier européen d'accomplir ici ce travail physique d'une façon durable. Seul le Chinois est capable de fournir un travail plus grand, mais cette production plus grande est neutralisée par ses exigences de vie plus grandes, par ses revendications de salaires plus élevées »

Le Vorwaerts lui-même écrit dans une correspondance d'Amsterdam, du 27 décembre 1926 (en indiquant comme salaire annuel des ouvriers 200 florins) :

« Un peuple dont la grande masse bien qu'habitant le sol le plus riche du globe, mène la vie la plus misérable, plus misérable que celle d'un travailleur de la tourbe dans les marais de Drent, ne peut pas être animé des sentiments amicaux pour les Néerlandais qui retirent de ce sol des richesses énormes ».

En réalité, c'est depuis longtemps que cela fermente dans ces colonies. Les insurrections tentées à maintes reprises furent toujours de nouveaux étouffées. Il ne faut pas oublier qu'il y a ici 50 millions d'indigènes et en face d'eux 200 000 Européens seulement, pas même 0,5 %. Les Hollandais frappent les indigènes par les indigènes eux-mêmes, comme les Anglais aux Indes.

« La colonie des Indes orientales néerlandaises possède sa propre armée avec les armes modernes et les formations techniques et son propre Etat-major général. Les troupes sont composées des indigènes de différentes peuplades de l'archipel. Les sous-officiers sont en partie des anciens soldats indigènes et en partie des Européens ; les officiers sont presque tous à quelques exceptions près des Européens. Les blancs dans l'armée se recrutent surtout parmi les Hollandais. On ne rencontre que rarement un étranger — ce sont notamment des Allemands. Les soldats bruns sont placés en général hors de leur pays natal, dans les districts habités par des peuplades plus ou moins étrangères et vivent dans des casernes avec leurs femmes et enfants : par suite, ils ne sont presque en aucun contact avec le reste de la population. Ils se sont montrés jusqu'ici tout à fait capables et sûrs, quand il s'est agi d'étouffer les insurrections populaires et il paraît qu'ils viendront aussi à bout des troubles actuels. »

Voilà ce qu'on lit dans une correspondance de D. A. Z. du 28 décembre 1926.

La question ouvrière est devenue encore plus aigüe ces années dernières. Par suite de la grande hausse du prix du caoutchouc, les indigènes ont trouvé une bonne source de revenu dans les récoltes des produits des arbres de caoutchouc (qui croissent à l'état sauvage) et ils se sont abstenus du travail dans les plantations. Ils vendaient le caoutchouc ainsi récolté aux commerçants chinois qui l'exportaient aux Indes anglaises.

Ce développement ne fut pas du tout favorable aux intérêts des capitalistes hollandais du

caoutchouc. Les Indes hollandaises ont produit, en 1925, 40 % de la production mondiale. Elles ont exporté 234 000 tonnes ; dans ce chiffre sont incluses 95 000 tonnes récoltées par des indigènes. Ils ont même commencé à planter des arbres — environ un million dans l'année.

« La valeur de caoutchouc récolté par les indigènes, s'est élevée l'année passée (1925) à 200 000 000 de florins, la production totale étant de 400 000 000 de florins. Le résultat de l'affluence énorme de l'argent dans les districts où prédomine la production indigène fut pratiquement le manque total de la main-d'œuvre. Par suite du bien être des indigènes dans le Sud Est de Sumatra, la production alimentaire est tout à fait négligée, ce qui peut produire une catastrophe dans l'avenir. »¹⁰⁰

Le diplomate anglais est animé comme nous le voyons de sympathie pour les indigènes qui courent le risque de tomber dans la famine par suite de revenus trop élevés. Le gouvernement des colonies a tout mis en œuvre pour préserver les indigènes contre cette possibilité fatale de s'enrichir et pour se procurer en même temps une main d'œuvre pour les plantations. On met toutes sortes d'entraves à l'activité des indigènes : pour enlever à la fois les profits aux indigènes et aux Chinois, il s'est créé avec le concours du gouvernement, un syndicat qui a pour but d'acheter le caoutchouc produit par les indigènes. Il cherche à s'assurer le monopole dans cette branche, mais il le motive par des arguments politiques qui éclairent d'une façon nette les rapports entre les capitalistes et les indigènes¹⁰¹ :

« Le contact des commerçants chinois avec les indigènes fut de plus en plus défavorable pour la disposition morale de ces derniers. Il paraît que l'arrogance et l'impudence auxquelles se sont habitués de nombreux indigènes depuis la hausse du caoutchouc ne sont pas seulement la conséquence des richesses inattendues provenant des prix élevés du caoutchouc, mais qu'elles sont aussi la suite de l'influence que les Chinois ont exercée dans le pays. Mettre fin à cet état indésirable pour les Indes néerlandaises, c'était aussi une des intentions pour lesquelles le syndicat a été créé. »

Nous ne disposons que d'indications insuffisantes sur la situation dans les Indes néerlandaises. Mais une chose est claire, il ne s'agit pas ici de révoltes particulières, mais d'un mouvement de libération d'un grand peuple opprimé contre les exploiters capitalistes. La lutte sera d'autant plus acharnée qu'il n'existe pas de bourgeoisie indigène comme aux Indes et en Chine qui pourrait, par ses intérêts contradictoires, adoucir la lutte. Le pays est divisé en deux camps. Ici 50 000 000 d'indigènes. Là 200 000 étrangers. [Les] travailleurs contre les capitalistes ! Bruns contre Blancs ! Mahométans contre Chrétiens ! Exploités contre exploiters ! Opprimés contre oppresseurs ! La division va de la base matérielle jusque dans les dernières ramifications de la superstructure idéologique. Vraiment, il n'y a pas besoin d'une influence étrangère pour provoquer des soulèvements révolutionnaires.

¹⁰⁰ Report of the Netherlands, page 68.

¹⁰¹ Wirtschaftsdienst, 12 mars 1926, page 343.

Table des matières

I. — LE CHEMIN DU CAPITALISME FRANÇAIS.....	3
LE DEVELOPPEMENT DE LA POPULATION.....	3
LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE AGRICOLE FRANÇAISE.....	4
MINES ET INDUSTRIE.....	6
LA PRODUCTION INDUSTRIELLE.....	8
LE DEVELOPPEMENT DE L'EXPORTATION DES PRODUITS INDUSTRIELS.....	10
LES TRANSPORTS.....	12
LE PROBLEME DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL FRANÇAIS.....	12
COMPARAISON DE L'ECONOMIE INFLATIONISTE FRANÇAISE ET ALLEMANDE.....	13
LA CRISE DE STABILISATION FRANÇAISE.....	17
LE PROBLEME DE LA STABILISATION FRANÇAISE.....	18
LE BILAN DE PAIEMENT DE LA FRANCE.....	20
RESUME ET PERSPECTIVES.....	21
II — LA SITUATION ECONOMIQUE DES AUTRES PAYS.....	23
FRANCE.....	23
Revalorisation ou stabilisation.....	23
La crise de stabilisation.....	24
Le chômage.....	26
Les recettes de l'Etat :.....	27
L'effet de la politique fiscale de Poincaré.....	27
ALLEMAGNE.....	28
Une année d'essor ?.....	28
La croissance d'exploitation des ouvriers.....	29
Le chômage.....	31
La formation des monopoles.....	33
L'économie paysanne.....	33
Le commerce extérieur.....	34
ITALIE.....	35
Les conséquences de la stabilisation.....	37

ANGLETERRE.....	39
Le cri vers « la paix industrielle ».....	41
Optimisme pour l'avenir	42
Aucune raison d'optimisme	43
Formation de monopole et limitation de la production comme issue	47
Commerce extérieur et bilan de paiement.....	47
ETATS-UNIS.....	48
La production dans les derniers mois.....	51
Les perspectives pour l'année prochaine	52
Emissions de capitaux et exportation de capitaux.....	53
Le commerce extérieur.....	54
CHINE.....	55
Le commerce extérieur.....	56
La lutte contre l'impérialisme	58
INDES NEERLANDAISES	60